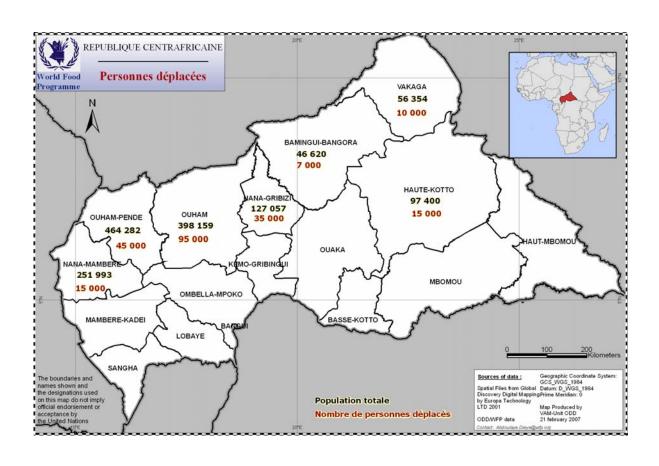
WORLD FOOD PROGRAMME

EVALUATION RAPIDE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE EN SITUATION D'URGENCE

Centre Afrique: Nord Ouest et Nord

Rapport de mission





Composition de la mission

Dennis Sadeyam, ACDA

Albert Bango-Makoudou, PAM Bangui

Max Amboto, PAM Bangui

Moïse KONATE, PAM Bangui

Gildas Kossingambo, PAM Bangui

Wilfred Nkwambi, PAM Yaoundé

Geert Beekhuis, Chef d'équipe, PAM Dakar

Remerciements

L'auteur tient à remercier les représentants du Gouvernement et des Nations Unies et en particulier l'équipe du PAM à Bangui et à Bouar, ainsi que les partenaires, notamment COOPI, IPHD, MSF et ACF, qui ont fournit des informations indispensables à la réalisation de ce rapport.



Chapitre 1 Résumé

- 1.1. Résumé
- 1.2. Synthèse visuelle de la problématique

Chapitre 2 Contexte, objectifs et méthodologie

- 2.1. Contexte
- 2.2. Objectifs
- 2.3. Méthodologie
- 2.4. Points faibles et recommandations pour la collecte des données

Chapitre 3 Présentation de la République Centrafricaine

- 3.1. Démographie
- 3.2. Situation politique
- 3.3. Pauvreté
- 3.4. Production agricole
- 3.5. Commerce

Chapitre 4 Causes de la crise

- 4.1. Causes structurelles
- 4.2. Evénements récents et réponses de la population

Chapitre 5 Disponibilité alimentaire et marchés

- 5.1. Impact sur la disponibilité et les marchés
- 5.2. Impact sur les prix

Chapitre 6 Accès aux aliments

- 6.1. Introduction
- 6.2. Impact des événements sur l'accès aux aliments
- 6.3. Perspectives

Chapitre 7 Consommation alimentaire et nutrition

- 7.1. Impacts des chocs sur la consommation alimentaire
- 7.2. Impacts des chocs sur la santé, l'eau et les abris
- 7.3. Impact sur la malnutrition des enfants

Chapitre 8 Problèmes de sécurité alimentaire

- 8.1. Principaux problèmes actuels
- 8.2. Perspectives sans assistance alimentaire
- 8.3. Besoins en aide alimentaire
- 8.4. Interventions du PAM et des partenaires

Chapitre 9 Recommandations

- 9.1. Stratégie d'aide alimentaire
- 9.2. Groupes cibles et besoins en aide alimentaire
- 9.3. Capacités de mise en oeuvre
- 9.4. Partenariat
- 9.5. Risques et systèmes de suivi de la sécurité alimentaire

Cartes

Annexe 1 : Termes de références de la mission

Annexe 1 : Termes de references de la mission

Annexe 2 : Programme de visite de terrain

Annexe 3 : Questionnaire et guide de terrain

Annexe 4 : Sélection des photos

Annexe 5 : Bibliographie

Annexe 6 : Triangulation des informations sur le nombre des déplacées

Annexe 7 : Bénéficiaires et tonnages

ACRONYMES

ACDA Agence Centrafricaine de Développement Agricole

ACF Action Contre la Faim

AMI Action Médicale Internationale

COOPI Cooperazione Italiani

ESA Rapide Evaluation rapide de la sécurité alimentaire

FAO Food and Agriculture Organization

ICRC International Confederation of Red Cross

IPHD International Partnership for Human Development IPSR Intervention prolongée de secours et de réhabilitation

MDR Ministère du Développment Rural

MSF Médecins sans Frontières NU Système des Nations Unies

OCHA Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

ONG Organisation non-gouvernementale

RCA République Centrafricaine

WFP/PAM World Food Programme / Programme Alimentaire Mondial



1.1. Résumé

La situation humanitaire au nord de la République Centrafricaine (RCA) s'est aggravée ces derniers mois. Déjà, en septembre 2006, les Nations Unies ont estimé le nombre de personnes déplacées internes à 147 000. L'aggravation de la violence, due aux confrontations entre les groupes rebelles et les forces gouvernementales, ainsi qu'au banditisme, a conduit à une situation de crise humanitaire. Afin de connaître l'impact de cette crise sur la sécurité alimentaire, le Bureau de Pays du PAM à Bangui a demandé une assistance au Bureau Régional pour mener une évaluation rapide de la sécurité alimentaire.

La mission s'est déroulée du 10 au 24 février 2007. L'équipe de la mission a rencontré les partenaires à Bangui et a effectué une collecte de données primaires auprès des personnes déplacées dans les préfectures de Nana Gribizi, Ouham et Ouham Pendé. Une fois les données analysées, l'équipe a présenté ses observations et recommandations aux partenaires (24 février).

Les membres de la mission estiment qu'il y a actuellement environ 220 000 personnes déplacées, soit une augmentation de 70 000 personnes par rapport à septembre 2006. Cette augmentation est due à la nouvelle vague de violence qui règne depuis septembre 2006 mais aussi au fait que la communauté humanitaire dispose maintenant de recensements plus détaillés. Les déplacés vivent dans la brousse, prés de leurs champs.

Il existe une pénurie de produits importés – sel, sucre, huile – dans la zone touchée par la violence les flux commerciaux entre la zone et le reste du pays n'existent plus depuis décembre 2006. Des produits locaux – manioc, mil, arachide – sont cependant disponibles dans la zone. L'accès des ménages aux aliments s'est détérioré, principalement à cause de la perte / vol des stocks et des biens. Le nombre de repas par jour a diminué de 2 à 1; la composition du régime alimentaire a changé: ils se nourrissent principalement de produits sauvages, parfois de manioc ou d'un peu de céréales / légumineuses.

Les membres de la mission estiment que sans aide, le régime alimentaire se dégradera lors de la période de soudure, la prévalence de la malnutrition augmentera, et on s'attend à une augmentation de la mortalité chez les personnes déplacées les moins résistantes. De plus, l'équipe estime que la production agricole de la campagne 2007/08 chutera à cause d'une réduction substantielle des superficies emblavées et d'une baisse des rendements due à une récolte précoce.

Les membres de la mission recommandent une assistance d'urgence pour 190 000 personnes déplacées, un élargissement du volet 'personnes démunies' à environ 25 000 personnes et une continuation des activités du volet VIH / SIDA pour 34 000 personnes. Ces activités doivent être mises en œuvre en collaboration avec les partenaires du PAM, en particulier la FAO qui est chargée d'une importante distribution de semences.

Les personnes déplacées et les personnes démunies recevront une ration gratuite et complète pour une période de six mois, à partir du mois d'avril. Le nombre de déplacés / bénéficiaires devrait passer de 190 000 à 50 000 après la récolte en septembre; le nombre de personnes démunies devrait augmenter de 11 500 actuellement à 40 000 en avril et passera à 25 000 après la récolte. La composition de la ration devrait être identique à celle de l'actuelle intervention (2 100 Kcal).

Le tableau 1 montre les tonnages nécessaire pour réaliser ce programme.

Tableau 1 : Evolution du tonnage mensuel du volet secours de l'IPSR

Tonnages	Mars	Avril-Sep	Oct-Déc	Total
Farine de maïs	1 146	3 168	1 308	24 078
Léguminieuses	172	475	196	3 612
CSB	143	396	164	3 010
Huile végétal fortifié	72	198	82	1 505
Sucre	43	119	49	903
Sel iodé	14	40	16	301
GRAND TOTAL	1 590	4 396	1 815	33 408

1.2. Synthèse visuelle de la problématique



Kava, Kabo, Ouham
Ce village a été attaqué et pillé en décembre
2006; les maisons ont été incendiées. Les
villageois ont pris la fuite dans la brousse, ils
ont perdu leurs stocks, biens, animaux et
parfois un membre de la famille. Le village
est actuellement vide.



Kava, Kabo, Ouham Les villageois se sont installés à 3-15 km de la piste, prés de leurs champs, loin de l'eau potable, des postes de santé, du marché et de l'école. Ils passent la nuit sous l'abri en paillote, dans la peur de nouvelles attaques.



Kava, Kabo, Ouham
Les membres du ménage montrent leurs
stocks alimentaires et de semences.
Comment vont-ils planter en mai?
Comment vont-ils survivre jusqu'à la
prochaine récolte?



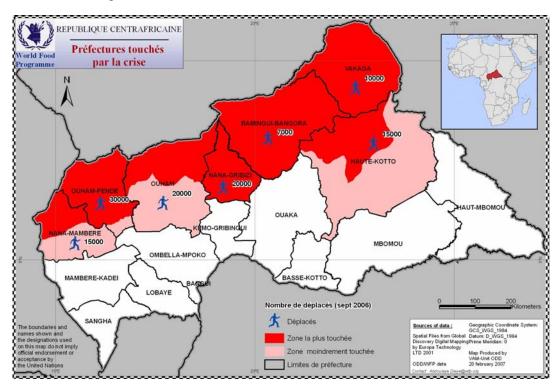
2 CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

2.1. Contexte

La situation humanitaire au nord de la République Centrafricaine (RCA) s'est aggravée ces derniers mois. Déjà en septembre 2006, les Nations Unies ont estimé qu'il existe 147 000 personnes déplacées internes dont 30 000 éleveurs (Cf. carte de ci-après). L'aggravation des foyers de violence au nord-ouest, au nord et au nord-est du pays depuis octobre 2006, causée par la multiplication des confrontations entre les groupes rebelles et les forces gouvernementales et le banditisme, a conduit à une situation de crise humanitaire. Il est estimé que cette évolution a des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire des populations, mais l'ampleur exacte du problème n'est pas connue en raison du manque d'évaluations adéquates.

Le manque criant de données statistiques et d'évaluations de la sécurité alimentaire en RCA se répercute sur la planification d'une réponse appropriée. En outre, cette faiblesse n'est pas non plus favorable à la campagne de plaidoyer du Système des Nations unies (NU) qui rencontre beaucoup de difficultés pour chiffrer les besoins humanitaires en général et ceux liés à l'aide alimentaire en particulier.

Afin de combler ce manque d'information, le Bureau de Pays du PAM en RCA, appuyé par son Bureau Régional, a mené une évaluation rapide de la sécurité alimentaire des populations affectées dans les zones en conflit. Les résultats de cette évaluation rapide seront exploités pour la préparation et la mise en œuvre d'une révision de l'actuelle Intervention Prolongé de Secours et de Réhabilitation (IPSR) du PAM.



2.2. Objectifs

La mission a comme objectifs:

- Collecter et analyser les informations primaires et secondaires relatives à la situation humanitaire en général et à la situation alimentaire en particulier des populations affectées par la crise humanitaire dans le nord-ouest et le nord de la RCA;
- Estimer le nombre total de personnes nécessitant une assistance d'urgence (alimentaire et autre) immédiate et/ou le renforcement des moyens de subsistance dans les zones affectées;
- Déterminer les zones d'insécurité alimentaire prioritaires et proposer des interventions d'aide orientées vers les plus nécessiteux;
- ➤ Identifier des partenaires potentiels d'exécution et étudier les possibilités de collaboration à travers la mise en place de programmes conjoints et complémentaires appropriées de l'aide alimentaire afin de renforcer les conditions de sécurité alimentaire des populations affectées; et
- Définir un plan d'action à court terme, accompagné d'une stratégie d'aide alimentaire en faveur des populations affectées.

2.3. Méthodologie¹

Afin de réaliser ces objectifs, et étant donnée l'insécurité rampante dans la zone, les grandes distances, la faible densité de la population, le niveau élevé des coûts unitaires, la faible capacité technique et opérationnelle du PAM et l'urgence la situation, il a été décidé de faire une Evaluation rapide de la sécurité alimentaire (ESA rapide) au lieu d'une évaluation approfondie. Par ailleurs, sur place, la mission a constaté qu'une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle entreprise par l'ACF est en cours. La méthodologie appliquée par la mission est basée sur le Manuel des évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence du PAM.

La mission a d'abord procédé à une analyse des informations secondaires disponibles (voir annexe 5 pour la bibliographie), suivie par des réunions avec les principaux partenaires du PAM à Bangui. Ceci a permis de: i) délimiter globalement la zone géographique touchée par les événements; ii) fixer l'itinéraire des visites de terrain; et iii) élaborer des questionnaires à utiliser pendant la visite de terrain. La période analysée par la mission s'étend de janvier 2006 jusqu'à la fin de 2007.

Les membres de la mission se sont ensuite répartis en deux groupes pour couvrir les zones géographiques prioritaires selon les axes d'intervention suivants²:

- Bangui Bozoum Paoua Ndim Paoua Betoko Nnga-Boguila Markounda Bossangoa Bangui; et
- Bangui Bouca Batangafo Kabo Moyenne Sido Ouandago KagaBandoro Mbres -Bangui.

Les équipes ont mené les entretiens à trois niveaux (le programme de terrain détaillé est à l'annexe 2). Au niveau, d'abord, des neuf sous-préfectures. Ces entretiens ont suivi un guide d'entretien pré-établi³. Etaient interviewés: les informateurs clés de la zone comme les représentants des départements techniques et administratifs du gouvernement, des

_

Les Termes de référence de la mission sont à l'annexe 1.

La zone de Vakanga-Bamingui-Haute Kotto n'a pas été retenue pour les visites terrain. Faute de temps et de moyens, la mission a dû limiter le nombre d'équipes à deux. Cette zone n'a pas été retenue en raison de sa faible densité de population (seulement 7% de la population de la zone touchée) et d'une mission récente entreprise par le PAM.

Les questionnaires et le guide d'entretien sont à l'annexe 3.

représentants d'Organisations Non Gouvernementales (ONG) nationales et internationales, de Centres nutritionnels et des agences des Nations Unies.

Les équipes ont ensuite collecté des informations lors d'entretiens semi structurés avec des représentants des villages touchés et/ou des groupes de ménages déplacés. Pour rencontrer les personnes déplacées qui se trouvent généralement à 2-15 kilomètres de la piste, la mission a fait des marches de brousse ('bushwalk'). Les entretiens concernent notamment des informations relatives à la sécurité alimentaire, mais également relatives à l'accès à eau potable, à l'assainissement et à la sécurité. Le questionnaire a été administré auprès de représentants de 22 villages / sites.

Enfin, lors des visites dans les villages, la mission a également interviewé des femmes – représentants des ménages – pour obtenir quelques informations plus précises, parfois sensibles, et qui peuvent être variables d'un ménage à un autre.

Une sélection des photos prises par la mission sont à l'annexe 4.

La faible taille de l'échantillon et la sélection, selon la méthode de choix raisonné, des villages et des ménages ne se traduisent pas dans une représentativité statistique de la population touchée. L'approche consistait plutôt à re-couper les informations obtenues à plusieurs niveaux et provenant de plusieurs intervenants, suivi par une phase de formulation de conclusions selon des hypothèses bien définies.

Les informations collectées sur le terrain ont été analysées lors les visites de terrain – selon un cadre d'analyse pré-établi, et résumées par les deux équipes à leur retour à Bangui. Les informations collectées sur les nombres de villages brûlés / vides et de personnes déplacées internes (PDI) ont été triangulés avec les résultats d'autres évaluations. Sur la base de ce résumé et des informations secondaires, des conclusions ont été tirées et présentées à l'équipe des Nations Unies à Bangui et aux partenaires du PAM. Le rapport final de la mission sera disponible une semaine après la fin de la mission.

2.4. Points faibles et recommandations pour la collecte des données

L'absence d'un recensement complet, et à jour, des villages brûlés / vides et des personnes déplacées a obligé la mission à produire ses propres estimations. Pour ce faire, la mission a procédé à une triangulation et vérification des informations des partenaires; les analyses sont disponibles à l'annexe 6 pour des raisons de transparence. Néanmoins, il serait souhaitable que ce travail soit fait par une agence, puis validé par les Nations Unies (NU) et que toutes les agences NU utilisent les mêmes chiffres.

Le manque de statistiques agricoles et de commerciales depuis les années 90 (rendement, superficies, production, prix, flux) rend l'analyse de la disponibilité et des prix approximative. La mission a dû se baser sur les points de vue des informateurs-clés (agents d'agriculture, agriculteurs, ONGs, commerçants) et sa collecte des prix sur les marchés. Il est recommandé que les efforts du PAM pour la mise en place d'un système de suivi de la sécurité alimentaire (SSM) soient intensifiés pour au moins fournir quelques éléments des statistiques agricoles (prix); il faut cependant un vrai recensement agricole et une volonté du gouvernement pour collecter les statistiques agricoles pour combler le manque des données.

Il faut souligner les limites de l'actuelle évaluation de la sécurité alimentaire. Il s'agit d'une analyse rapide, basée sur une collecte des données dans neuf sous-préfectures et environ 20 à 30 villages / sites et sur une analyse des données secondaires. L'analyse de la sécurité alimentaire actuellement menée par ACF aidera à avoir une meilleure compréhension de la situation. En outre, il est recommandé qu'une nouvelle évaluation de la sécurité alimentaire soit faite en juillet / août pour réorienter les interventions et préparer l'année 2008.



3 Presentation de la centrafrique

3.1. Démographie

Selon le dernier recensement, qui date de 2003, la population totale est d'environ 3,9 millions habitants. Sur cette base, le FNUAP a procédé à une estimation de la population par préfecture pour 2007. Les administrations préfectorales disposent d'estimations pour les sous-préfectures. Il ressort que 37 pourcent de la population vivent dans les sept préfectures touchées, soit 1,4 millions de personnes.

Tableau 2 : Population par préfecture

rabicad 2 : 1 optilation par prefectare					
Préfectures touchées	Habitants '07 \ a				
	nombre	proportion			
Bamingui-Bangora	46 620	3%			
Nana Gribizi	127 057	9%			
Ouham	398 159	28%			
Ouham Pende	464 282	32%			
Vakaga	56 354	4%			
Nana Mambéré	251 993	17%			
Haute Kotto	97 400	7%			
Total	1 441 865	100%			

\ a: CAP Centre Afrique, estimations FNUAP

3.2. Politique

L'actuel président Bozizé a pris le pouvoir le 15 mars 2003, après une rébellion qui a secoué le pays pendant six mois. Lors de sa prise de pouvoir, il a été aidé par le Tchad. Il a été élu président de la RCA en 2005. Depuis fin 2005, une fraction de son entourage a commencé une nouvelle rébellion, contre lui, à partir de la bande nord du pays. On suppose que ces rebelles sont aidés par le Soudan. La rébellion qui s'est intensifiée en 2006, est composée de plusieurs fractions, dont l'Armée Populaire pour la Restauration de la République et de la Démocratie (APRD), l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) et le Front démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC). Le 2 février 2007, un accord de paix a été signé entre le Gouvernement au pouvoir et les rebelles d'e FDPC à Syrte en Libye. Le chef de ces rebelles a quitté Bangui mi-février pour informer ces troupes au nord-ouest du pays. L'un d'autres groupes de rebelles avait pris sous contrôle la ville de Birao en 2006, mais les Forces Centraficaines (FACA), aidées par des militaires français, ont repris le contrôle de la ville fin 2006. La mission estime que la situation est loin d'être stable et peut rapidement se dégrader.

3.3. Pauvreté

La RCA est l'un des pays les plus pauvres du monde. Les deux – tiers de la population vivent au-dessous du seuil national de pauvreté; le PIB par habitant est de 350 \$ EU par an. Selon l'indice de développement humain du PNUD de 2006, la RCA prend la 172^{ème} position sur la liste de 177 pays, et son indice a reculé de 9 pour cent entre 1985 et 2004. Un centrafricain vit en moyenne 40 ans. La prévalence du VIH SIDA est de 11 pour cent⁴.

OCHA, Central African Republic Fact Sheet, February 2007.

La RCA est aussi pauvre en termes d'infrastructures sociales, routières et économiques. Elles sont parmi les moins développées au monde.

3.4. Production agricole

Avec presque 75 pourcent de la population active, le secteur agricole est très important pour le pays. Selon l'étude de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire du PAM (« Etude VAM »), 95 pourcent la population rurale cultive des produits agricoles. La culture du manioc est la plus répandue, suivie par celle de l'arachide, du maïs, du mil et du riz.

Tableau 3: Proportion des ménages qui cultivent les cultures en 2002/03 \ a

Préfectures touchées	Maïs	Riz	Sorgho	Mil	Manioc	Arachide
Bamingui-Bangora	pas disponible					
Nana Gribizi	74%	21%	0%	7%	88%	54%
Ouham	58%	8%	2%	48%	89%	52%
Ouham Pende	50%	5%	4%	65%	84%	71%
Vakaga	pas disponible					
Nana Mambéré	35%	0%	3%	0%	81%	69%
Haute Kotto	55%	42%	1%	2%	75%	70%

[\] a: Etude de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, version povisoire, 2004.

Malheureusement, il n'existe plus de statistiques agricoles fiables. Le dernier recensement agricole a eu lieu en 1985 ; depuis les années 90, les agents du Ministère du développement rural (MDR) ne collectent plus de données sur le terrain. Une évaluation de la disponibilité alimentaire est donc difficile. Néanmoins, on peut dire que la zone de Nana-Gribizi, Ouham et Ouham Pendé était toujours excédentaire en produits vivriers; elle ravitaillait les centres urbains y compris Bangui en manioc, maïs et arachide. Bien que cet excédent ait probablement diminué ces dernières années, les membres de la mission estime que cette zone reste autosuffisante en produits locaux.

Enfin, presque un tiers de la population disposait en 2003 de caprins et presque la moitié de la volaille. La zone de Ouham Pende et Ouham avait aussi un groupe important d'éleveurs; beaucoup entre eux ont traversé la frontière vers le Cameroun ces dernières années pour sauver leurs bovins des bandits. Cela a eu un impact négatif sur l'économie local.

3.5. Commerce

La RCA, pays isolé, était principalement approvisionné par le Cameroun, le Tchad et le Soudan en ce qui concerne le sel, le sucre, l'huile, le riz importé, le mil et les produits manufacturés.

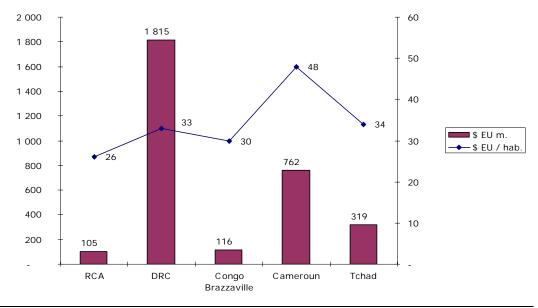
Les produits camerounais et ceux importés à travers le port de Douala entraient en RCA à travers le marché de Maiboum au nord-ouest du pays ou de Garoua et de Gamboula à l'ouest du pays. Ce marché de Maiboum et son marché de correspondance à Beteko jouaient un rôle très important pour l'approvisionnement du nord-ouest du pays.

Les produits tchadiens venant de Goré passait la frontière au niveau de Beteko pour approvisionner le nord-ouest et Bangui. Un deuxième canal, plus long et à des coûts de transports plus élevés, passe par Sido, nord de Kabo.

Le Vakaga est approvisionné à partir de Nyala au Soudan. Le transport routier entre Vakaga et le reste du pays est possible seulement en dehors de la saison des pluies.

3.6. Donateurs et partenaires en RCA

Bien qu'un pays très pauvre, l'assistance externe de développement reste limitée. Le graphique suivant permet de voir que le montant par tête (26 \$ EU) est le plus bas de la sous région; le total de l'aide reçue en 2004 a atteint 105 \$ EU millions, ce qui est également inférieur à celle reçue par les pays voisins.



Graphe 1 : Assistance externe officielle pour le développement en 2004

Source: UN Development report 2006, UNDP.

Les donations limitées en faveur de la RCA se traduisent également dans un sousfinancement des activités du PAM. L'IPSR précédente était financée à 32 pour cent; l'actuelle IPSR était financée à 53 pour cent, au moment de la revue à mi-parcours (décembre 2006). Avec l'accroissement récent de l'attention des médias internationaux à la crise humanitaire en RCA, il est espéré que les activités du PAM seront mieux financées dans les prochains mois.

Il existe deux ONG locales importantes: Caritas et la Croix Rouge de la RCA; Caritas dispose d'un réseau très important dans tout le pays. La présence des ONG internationales était très limitée jusqu'à il y a quelques mois, exception faite pour COOPI qui est présente en RCA depuis quelques dizaines d'années. MSF Hollande est arrivé en octobre 2005, suivi par MSF Espagne, MSF France, Solidarités, ICRC et ACF plus récemment. Care, World Vision et le 'Norwegian Refugee Council' étaient en mission en février 2007 pour évaluer la possibilité d'ouvrir un bureau en RCA. Ce renforcement des capacités des ONG facilitera la distribution d'aide alimentaire.

Enfin, UNICEF, FAO, OCHA, etc sont également présents en RCA. Il faut cependant remarquer qu'il était impossible pour les Nations Unies d'entrer dans la zone nord jusqu'à une date très récente (Juin 06), en raison de l'insécurité. L'abandon des escortes militaires a beaucoup facilité le travail des Nations Unies dans la zone nord.



4 CAUSES DE LA CRISE

4.1. Causes structurelles

La principale cause de la crise humanitaire - et des problèmes de sécurité alimentaire - est l'insécurité, due au banditisme et à la succession des conflits militaro-politiques. Ceux-ci ne datent pas d'hier. Entre 1996 et 2001, six coups d'états ont eu lieu. En octobre 2002, suite à une tentative de coup d'état, une rébellion s'est installée dans la zone qui a conduit à une crise humanitaire avec plus de 200 000 personnes déplacées internes et quelques dizaines de milliers de réfugiés partis au Tchad. Les rebelles ont pris le pouvoir le 15 mars 2003 et un nouveau président a été installé. Malgré une période de calme en 2004, la violence a repris à partir de 2005, et s'est aggravée en 2006 et début 2007.

La longue période de violence a détruit les infrastructures sociales et économiques du pays. Les services de santé et d'éducation ont presque disparus; l'accès à l'eau potable est l'un de plus faible au monde (22 pour cent de la population en 2004). En outre, le secteur privé a souffert. Par exemple, les personnes interviewées ont indiqué que la culture attelée, très répandue à l'époque, a disparue à cause du vol des bœufs. La production de la principale culture de rente dans les années 90 – le coton - a chuté de plus de 90 pour cent entre 1998 et 2005, trois des quatre usines de coton ont été saccagées. La circulation des biens et des personnes est freinée par l'insécurité routière, rendant la vente des produits agricoles presque impossible. L'insécurité a renvoyé les Centrafricains vers une économie de subsistance, la production de cultures de rente comme le maïs, l'arachide et le coton, etc. étant fortement touchée.

La République Centrafricaine (RCA) est l'un des pays le plus pauvre du monde et devient plus pauvre chaque année. Le pays s'appauvrit non seulement en termes de pauvreté monétaire ou sociale – les indicateurs de développement humain sont parmi le plus bas du monde – mais également en termes d'infrastructure publiques et de capacités humaines. D'autres causes de son sous-développement existent, comme sa position géographique isolée, mais la principale cause est l'insécurité.

Cette lecture de la situation est confirmée par les centrafricains: dans 49 pour cent des localités du pays, l'insécurité a été mentionnée comme le choc majeur auquel la communauté a été exposée; les problèmes de vente des produits agricoles et autres ont été mentionnés comme deuxième choc (43 pour cent de la population)⁵.

Ces phénomènes ont également eu un impact sur la sécurité alimentaire structurelle. Selon l'étude de la vulnérabilité à la sécurité alimentaire (version provisoire, 2004), environ 30 pour cent de la population de la zone touchée sont des insécurisés agricoles, soit 375 000 personnes. Ceux-ci étaient déjà en insécurité alimentaire en 2004; chaque nouveau choc qui affecte leur sources de revenu ou leur récolte peut être dramatique. La composante 'réhabilitation' de l'IPSR du PAM ainsi que le Programme du Pays répondent aux demandes de ce groupe. Il faut noter que la taille de ces opérations – d'environ 165 000 bénéficiaires dans tout le pays - est largement inférieure aux besoins.

Version provisoire, Etude de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, PAM, 2004.

Cette même étude estime qu'environ 550 000 personnes de la catégorie 'auto-consommateurs' ont généralement suffisamment de nourriture, mais qu'elles sont vulnérables aux chocs qui affectent la production agricole. Un troisième groupe – appelé 'producteurs – acheteurs' – est considéré comme le moins vulnérable en zone rurale grâce à leur propre production et leurs revenus monétaires: ils sont seulement vulnérables à l'insécurité alimentaire si des chocs impactent simultanément sur leurs revenus / actifs et leur production agricole.

Tableau 4 : Insécurité alimentaire structurelle

Préfectures touchées	Habitants '07 \ a	Insécurisés agricole	es \ b	Auto-consommate	urs \ b	Producteurs - Ache	eteurs \ b
		%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Bamingui-Bangora	46 620	pas disponible		pas disponible		pas disponible	
Nana Gribizi	127 057	34%	43 199	50%	63 529	16%	20 329
Ouham	398 159	37%	147 319	40%	159 264	22%	87 595
Ouham Pende	464 282	18%	83 571	48%	222 855	30%	139 285
Vakaga	56 354	pas disponible		pas disponible		pas disponible	
Nana Mambéré	251 993	28%	70 558	24%	60 478	45%	113 397
Haute Kotto	97 400	30%	29 220	16%	15 584	34%	33 116
Total	1 441 865		373 867		521 710	1	393 722

[\] a: CAP Centre Afrique, selon les estimations du FNUAP, basée sur le Recensement de 2003. \ b: Version provisoire de l'Etude de vulnérabilité à la sécurité alimentaire, PAM, 2004.

4.2. Evénements récents et réponses de la population

Evénements récents

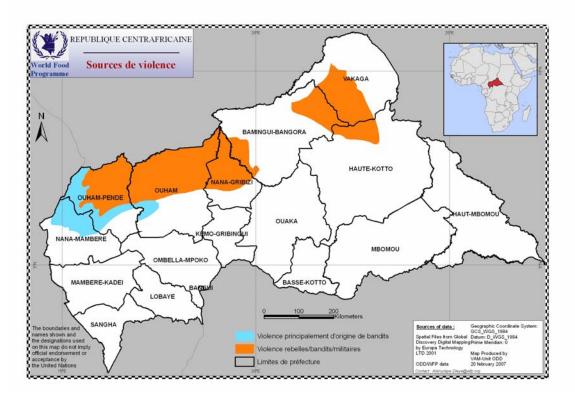
Depuis la deuxième partie de 2005, la violence s'est intensifiée. Les rebelles ont attaqué de grandes villes comme Paoua, Kabo et Kaga Bandoro; ils ont élargi leur contrôle sur une partie du territoire, et en 2006, ils avaient sous leur contrôle une grande partie de la bande nord de la zone touchée (voir la carte ci-après). Les rebelles ne sont un groupe homogène: dans la zone de Paoua, ils ne semblent pas attaquer les villageois, tandis que dans le triangle Batanfaro-Kabo-Kaga Bandaro, ils ont volé des animaux, de l'argent et les stocks des villageois.

Les militaires ont riposté aux attaques des rebelles: ils ont brûlé des maisons, des stocks et des biens dans plus de 100 villages, notamment à partir de septembre 2006. Dans certaines zones, les militaires sont même entrés dans la brousse, mettant le feu aux champs. Ces ripostes ont eu lieu jusqu'à très récemment: le 27-28 janvier 2007 une dizaine de villages au sud et à l'ouest de la ville de Paoua ont été incendiés.

La troisième source de violence vient des bandits, un amalgame de coupeurs de route (zaraguina), voleurs – éleveurs (mbororo), etc. Grâce au conflit entre rebelles et militaires et à la faible présence des militaires / gendarmes dans une grande partie du territoire, les bandits ont pu intensifier leurs opérations et élargir leur zone d'opération depuis 2006. Leur façon d'opérer varie d'une attaque frontale sur un village⁶, pillant les stocks, les animaux et l'argent, à un enlèvement des enfants d'éleveurs ou de commerçants, demandant une rançon pour leur libération⁷. Selon des informateurs clés, leurs activités diminuent pendant la saison de pluies, entre mai et octobre.

Par exemple sur le village de Ndim le 14 février, avec 58 hommes armés.

Par exemple dans le village de Taley, Paoua, où un parent doit verser FCFA 1 million pour la libération de son enfant.



Principale stratégie de réponse: déplacement

Les populations locales ont suivi deux stratégies pour échapper à cette vague de violence, ou au moins, pour alléger les conséquences des attaques. En premier lieu, une minorité s'est installée dans les grandes villes comme Bangui, Bozoum, Bouar ou Kaga Bandoro, souvent chez des parents, parfois dans les lieux publics. Cette stratégie semble surtout être adoptée par les éleveurs et les commercants.

En second lieu, la stratégie la plus souvent suivie est la fuite vers leurs champs. La particularité de la Centrafrique est la localisation des villages – très souvent au bord de la route – et des champs qui se trouvent non pas autour des concessions, mais de 2 à 15 kilomètres du village, dans la brousse. La mission a pu constater que les villageois se sont installés provisoirement soit à côté de leurs champs, soit quelques kilomètres plus loin dans la brousse. Les membres de la mission estiment que la plupart des déplacés continue à avoir accès aux champs, alors que leur accès à l'eau potable, aux services de santé et aux écoles est généralement rendu difficile sinon impossible.

La fuite vers les champs se faisait dans des conditions différentes. Le village de Coumpo Site à Paoua a été incendié sans que les villageois s'y attendent. Ils ont dû fuir sans leurs biens, animaux et stocks de nourriture. Dans le village de Bonyaké 1, les villageois avaient pris la fuite au début de 2006, ils sont retournés dans leur village en juillet et août 2006, pour être victime d'incendies et de tueries en septembre 2006. Ils ont dû se déplacer une seconde fois dans la brousse. Un troisième cas, souvent rencontré dans la zone de Kabo, est l'attaque d'un village par les rebelles – pillant les stocks, les biens et l'argent – suivi par une riposte des militaires, accusant les villageois d'héberger des rebelles.

Un recensement exhaustif du nombre de personnes déplacées n'existe pas. La tentative la plus récente pour estimer le nombre total de déplacées date de septembre 2006: les Nations

Unies avaient estimé l'effectif à 147 000 personnes⁸. Depuis cette date, de nombreux et nouveaux actes de violence ont été commis, engendrant de nouveaux déplacements. En outre, les partenaires sur le terrain ont recensé de façon plus détaillée le nombre de déplacés: COOPI a recensé 30 000 déplacés à Paoua, IPHD-Caritas ont recensé les déplacés à Ouham, Solidarités a présenté des estimations pour le triangle Kabo, Batangafo, Ouandago. Lors de la visite de terrain, les membres de la mission ont complété et vérifié les estimations des partenaires en utilisant parfois le recensement électoral qui présente la population par village.

Les membres de la mission ont triangulé toutes ces informations pour estimer le nombre de personnes déplacées hors de leur village suite à la violence. Les personnes qui ont fuit leur village pour aller en brousse uniquement pour échapper aux bandits ne sont pas comprises dans l'estimation faute d'informations précises (souvent la mission ne pouvait pas entrer dans ces zones, comme Bocaranga).

Les membres de la mission estiment qu'il y a actuellement environ 220 000 personnes déplacées, soit une augmentation de 70 000 personnes par rapport à septembre 2006 (voir le tableau ci – après)⁹. Cette augmentation s'explique par la nouvelle vague de violence depuis septembre 2006 et les recensements plus détaillés entrepris par COOPÏ, IPHD et d'autres ONG internationales. Les sous-préfectures les plus touchées sont Paoua, Batangafo, Kabo et Kaga Bandoro. L'équipe estime qu'au moins 400 villages sont (partiellement) brûlés et/ou vides. Il faut noter que ces estimations sont indicatives et qu'elles sont le fruit d'une triangulation des informations et d'une mission d'une semaine sur le terrain; elles ne sont pas basées sur un recensement exhaustif de tous les villages / personnes. Il est par contre recommandé au PAM et à ses partenaires de mettre en place une base de données avec le nombre de village brûlés, attaqués, etc.

Tableau 5 : Personnes déplacées suite à la violence de plusieurs origines

	Villages brûlés / vides	PDI	Population totale (2007)
Nana Gribizi			•
Kaga Bandoro	115	34 000	102 000
Mbrès	2	1 000	25 000
Sous total Nana Gribizi	117	35 000	127 000
Ouham			
Markounda	68	15 000	20 000
Boguila	4	2 000	24 000
Nana Bakassa	-	-	50 000
Bossangoa	26	8 000	135 000
Bouca	12	6 000	59 000
Batangafo	65	45 000	68 000
Kabo	18	19 000	29 000
Moyenne Sido	-	-	15 000
Sous total Ouham	193	95 000	400 000
Ouham Pendé			
Paoua	99	41 000	171 000
Bozoum	-	4 000	57 000
Autres sous préfectures	-	-	237 000
Sous total Ouham Pendé	99	45 000	465 000
Nana Mambére		15 000	252 000
Haute Kotto		15 000	97 000
Vakaga		10 000	56 000
Bamingui-Bangora		7 000	47 000
Grand total	409	222 000	1 444 000

Source: estimations de la mission

United Nations, « Le programme d'aide coordonné pour République Centrafricaine », 2007.

Les détails des préfectures de Nana Gribizi, Ouham et Ouham Pendé sont présentés à l'annexe 6.



5 DISPONIBILITE ALIMENTAIRE ET MARCHES

5.1. Impact sur la disponibilité et le commerce¹⁰

Traditionnellement la zone de Ouham, Ouham Pendé et Nana Gribizi avait une production excédentaire de manioc, arachide, sésame, maïs et mil. Ouham Pendé était considéré comme le grenier de la CAR. En même temps, la zone était toujours déficitaire en sucre, huile, sel, savon et pétrole. Bien que la situation excédentaire en produits locaux continue à exister, l'excédent a substantiellement diminué, en particulier en ce qui concerne les céréales et les légumineuses.

Plusieurs facteurs ont contribué à ce déclin:

- la diminution de la production agricole due à l'arrêt progressif de l'usage de la culture attelée (les bœufs de traits ont été volés) et à l'intensification de problèmes d'insécurité dans les champs; heureusement, les pluies ont été abondantes en 2006/07 selon les informateurs clé rencontrés pendant la mission et ceci a compensé à un certain degré l'impact de la réduction des superficies emblavées; et
- le ralentissement du commerce inter- et intra-régional en 2006 et son arrêt presque total depuis septembre 2006 a réduit les opportunités de commercialisation des cultures de rente, transformant l'économie rurale basée sur l'échange en une économie de subsistance.

A l'époque, les marchés de la zone étaient bien reliés aux marchés de Bangui, du Tchad, du Cameroun et même aux marchés du Soudan et du Nigeria. Le marché de Bétoko était un marché avec une dimension internationale et attirait les commerçants de 5 pays différents. Le marché a été fermé au début de l'année 2006, la route nationale vers le Tchad est barrée au niveau de Bémal. La mission a pu constater qu'uniquement de très petites quantités de sel, d'oignon et d'ail traversent la frontière pour approvisionner Paoua. La piste de 45 kilomètres entre Betoko et la ville de Paoua n'est plus fréquentée par les voitures: sur tout le tronçon Betoko – Paoua, la mission a rencontré deux hommes qui transportaient des produits agricoles avec un petit pousse-pousse entre les deux villes. Un autre exemple est le commerce avec le Cameroun à travers le marché de Maiboum: ce commerce a beaucoup diminué et les produits camerounais n'arrivent plus à Paoua et Bozoum à cause de l'absence de commerçants. Les flux transfrontaliers entre les deux pays passent maintenant à travers Garoua et Gaboula, à l'ouest du pays, pour approvisionner Bangui, Bozoum, Bossangoa, etc.

L'isolement commercial de la zone a trois conséquences principales: i) la pénurie presque totale en matières de produits importés, notamment le sucre, l'huile et le sel; ii) l'absence de collecteurs-commerçants qui achètent les excédents des cultures vivrières ou les cultures de rente comme le sésame et l'arachide; et iii) un faible ravitaillement des centres urbains hors de la zone, notamment Banqui.

La mission a constaté dans l'ensemble une faible disponibilité des produits locaux et importés sur le marché. Le total des produits sur le marché hebdomadaires de Bodoli ne dépasse pas 10 sacs. Sur le marché de la ville de Paoua, l'offre du manioc ne dépassait pas quelques dizaines de sacs. Cette faible disponibilité risque de s'aggraver lors la saison des

L'analyse reste obligatoirement qualitative faute de statistiques agricoles depuis les années 90 et de données commerciales frontalières.

pluies, quand l'offre de manioc baisse normalement. Il faudra cependant également noter que la demande locale et régionale a chuté faute de ressources financières et les entraves au commerce régional et international.

5.2. Impact sur les prix

Les services techniques du gouvernement ne collectent pas de façon systématique les prix des produits agricoles. En 2006, le PAM a lancé un projet de suivi des marchés, financé par DFID. L'objectif est d'appuyer les cadres régionaux du Ministère du développement rural pour collecter, analyser et diffuser les prix des produits agricoles. Le premier bulletin devait être publié lors de la mission. Etant donné les entraves à la libre circulation des produits agricoles - et les pénuries / excédents qui en résultent, la mission estime que cette initiative est très importante et recommande vivement la mise en œuvre de ce projet sur l'ensemble des 9 préfectures tel qu'initialement prévu. Pour l'évaluation, la mission a dû baser ses analyses sur les prix collecté par les membres de la mission sur le terrain.

Les prix des produits importés ont augmenté. Le sucre qui coûte normalement CFA 600 / kg à Paoua avait atteint le niveau de CFA 1 500 / kg en décembre 2006 avant de retomber à CFA 1 000 lors de la mission; le sucre n'est pas disponible sur les petits marchés locaux. Le prix de l'huile végétale est CFA 850 au marché de PK 5 à Bangui, de CFA 1 000 à Boali et de CFA 1 750 à Bossentélé; après, elle n'est plus disponible. Le sel est vendu dans de très petits sachets pour CFA 50 à Paoua et sur les marchés avoisinants.

Les prix des vivres locales sont difficiles à interpréter en raison d'une variation du poids d'unité de mesure locale (cuvette) et d'un faible échange des produits (faible offre, faible demande). En gros, la mission a constaté des prix égaux ou inférieur à l'année passée, ce qui montre une faible demande par rapport à l'offre. Néanmoins, cette situation peut rapidement changer pendant la saison des pluies quand l'offre du manioc baisse et la demande pour les céréales augmente: un suivi régulier des marchés est certainement nécessaire.



6 Acces Aux Aliments

6.1. Introduction

Les Centrafricains bénéficient de quelques avantages substantiels:

- la culture du manioc qui permet d'avoir une réserve alimentaire en terre;
- une nature riche en fruits, feuilles et racines sauvages qui peuvent compléter les céréales / tubercules: et
- une saison des pluies qui est généralement assez abondante, ce qui permet aux agriculteurs d'avoir des rendements acceptables pour leurs céréales / légumineuses.

Sans ces avantages, et en absence d'une assistance adéquate, la crise humanitaire aurait pu conduire à une famine. Heureusement, le pays se ne trouve pas dans ce scénario. Néanmoins, une crise alimentaire existe dans la zone touchée par les conflits.

6.2. Impact des événements récents sur l'accès aux aliments

Production du manioc

La production du manioc est presque généralisée dans la zone. La durée de la période de culture varient de 6 à 24 mois, selon la variété; la récolte est faite selon les besoins, mais elle a notamment lieu en dehors de la saison des pluies; les pluies causent des problèmes de séchage de la tubercule. Les membres de la mission étaient partis sur le terrain avec l'idée que le manioc pourrait permettre de faire le pont jusqu'à la prochaine récolte de céréales et de légumineuses. Malheureusement, ils ont dû constater que cela est largement incorrect.

Tout d'abord, les membres de la mission s'e sont rendus compte qu'une partie des champs a été brûlée, soit suite aux incendies ciblés par les militaires/rebelles, soit suite aux feux de brousse dus à l'incendie d'un village ou pour une autre raison 'normale'. La brûlure des plantes de manioc fait que les tubercules pourrissent après quelques jours. La perte de ces champs de manioc a surtout été constatée dans la zone de Batangafo, Kabo, Kaga Bandoro. De plus, dans plusieurs villages, la maturité des tubercules ne sera pas atteinte avant 6 mois ou plus. L'inspection des champs de manioc par la mission a confirmé ces délais. En troisième lieu, l'insécurité rampante a - selon les interviewées - réduit leurs activités champêtres et les superficies mises en cultures. Ensuite, faute d'autres sources d'alimentation, les ménages ont augmenté la consommation des feuilles de manioc, ce qui diminue le rendement des plantes. Enfin, il faut noter que la transformation du tubercule en boule de manioc devient plus pénible en période de pluies, raison pour laquelle les Centrafricains diminuent normalement leur consommation de manioc pendant cette période. Bien qu'il soit évident qu'une proportion des ménages ait accès au manioc pendant les prochains mois, la mission estime que le manioc est une solution pour une minorité de la population. Le régime alimentaire (voir chapitre suivant) des personnes interviewées confirme ce point de vue.

Production et stocks des céréales / légumineuses

Suite à une saison des pluies satisfaisante, et en sachant que les dégâts causés par les criquets, les oiseaux, etc. étaient limités, il semble que les rendements de la campagne

2005/06 soient acceptables. Par contre, selon les personnes interviewées, les superficies cultivées ont diminué en raison de la disparition de la culture attelée, la dégradation de la situation sécuritaire et les difficultés du secteur du coton. L'ampleur de ce phénomène est difficile à évaluer, ainsi que le bilan net des effets – bon rendement, diminution des superficies. Néanmoins, les membres de la mission estiment que la production agricole n'a pas chuté de manière substantielle.

Le problème se situe plutôt au niveau du vol / de la perte des stocks alimentaires et semences. Les villageois semble avoir comme stratégie de garder leurs stocks de semences près de leurs champs, alors que leurs stocks alimentaires sont gardés dans leurs maisons. Dans tous les villages brûlés - visités par l'équipe de la mission - des stocks d'arachide ou de céréales brûlés ont été notés. D'autres évaluations / missions ont fait des observations similaires. En outre, les villageois qui ont fuit leurs maisons sans que celles-ci soient nécessairement incendiées ont souvent été volés de leurs stocks par les militaires, les rebelles ou les bandits. La mission a enregistré plusieurs témoignages de ce genre. Par contre, les villageois qui se sentaient menacés et qui ont pris leurs dispositions avant l'attaque ont pu sauver une partie de leurs stocks; selon les observations de terrain, ce cas ne concerne qu'une petite minorité. L'inspection des stocks de vivres dans les sites en brousse a permis de constater que les réserves varient de quelques racines sauvages à un à deux sacs de mil et de manioc. La violence envers les villageois a substantiellement augmenté à partir de septembre jusqu'à la fin de janvier – la période qui coïncide avec la récolte du maïs, de l'arachide et plus tard du mil et pendant laquelle les stocks des paysans se situent à leur niveau maximal. La mission estime que beaucoup de villageois des villages brûlés et / ou actuellement vides ont perdu une partie substantielle de leurs stocks.

Par contre, les ressortissants des villages qui ne sont attaqués que par les bandits se trouvent dans une position différente. Les bandits ciblent en général en priorité les éleveurs et les personnes aisées comme les commerçants; leurs exactions concernent souvent une minorité de la population. En outre, les bandits viennent en général à plusieurs reprises, permettant aux villageois de prendre des précautions.

Elevage, commerce et les actifs du ménage

Selon l'étude VAM, l'élevage et le commerce constituent les deuxième et troisième sources de revenus, après la vente des cultures vivrières; il n'existe pas beaucoup d'autres sources de revenus dans la zone. Le commerce y compris le petit commerce a été fortement perturbé par les événements récents, comme décrit dans le chapitre précédent. Pour ce qui concerne les animaux et les autres actifs du ménage, l'histoire est identique à celle des stocks alimentaires. Dans les villages brûlés / vides, la perte des animaux et des biens est généralisée, alors que les habitants des villages qui sont uniquement attaqués par les bandits ont connu des pertes sélectives. En tout cas, la perte des animaux et des actifs a diminué l'opportunité d'une stratégie de résilience: vente des biens pour financer l'achat de nourriture.

Accès physique au marché

L'accès physique au marché a été rendu plus difficile par le déplacement en brousse et l'insécurité, mais pas impossible. Par exemple, la mission a rencontré dans la brousse – à 3 kilomètres de la piste - une femme qui avait vendu ses deux dernières poules pour acheter du mil sur un marché distant de 15 kilomètres, à travers un sentier de brousse.

6.3. Perspectives

La campagne agricole démarre en avril avec la préparation des terres, suivie par le semis en mai et la récolte en août / septembre (pour le maïs, l'arachide, l'haricot) ou en octobre / novembre (le mil). De petites variations dans le rythme existent selon la zone. La plantation du manioc est échelonnée sur toute l'année.

Les personnes déplacées ont toutes indiqué lors des entretiens qu'elles prévoient une réduction de la superficie emblavée pendant la prochaine campagne agricole, exception faite de ceux que disent avoir trop peur pour réfléchir à l'avenir. Les paysans ont avancé plusieurs raisons pour expliquer la réduction des superficies emblavées:

- manque de semences / boutures: celles ci ont été mangées, pillées ou brûlées;
- insécurité: ils ont peur d'aller trop loin et pour trop de temps dans la brousse; et
- faim: les stocks alimentaires ont été volés, brûlés ou mangés; ils n'ont pas la force de bien travailler les terres et sont occupés à faire la cueillette des feuilles, des fruits, des racines sauvages et de l'écorce des arbres.

Une stratégie de résilience qui a pu aider à surmonter les problèmes de semences et de nourriture est la vente d'animaux ou de biens pour financer leur achat: cette stratégie est maintenant fragilisée à cause de la perte des animaux/actifs. En outre, le système de commercialisation des semences a été affaibli par l'insécurité / violence des dernières années: les agriculteurs utilisent souvent des semences tout-venant.

Les rendements ne dépendront pas seulement des pluies et des types de semences utilisés, mais aussi des efforts de paysans pour entretenir leurs terrains et du moment de la récolte. Il existe un risque considérable que les paysans récoltent leurs céréales / légumineuses trop tôt. Par ailleurs, les rendements du manioc seront bas si les déplacées coupent trop les feuilles de manioc pour les manger.

La réduction des superficies et la probable réduction des rendements diminueront la production agricole de la campagne 2007/08. Ceci ne signifie pas seulement une continuation de l'appauvrissement de la population, mais également des risques considérables pour une détérioration du régime alimentaire qui se trouve déjà à un niveau critique (voir le chapitre suivant).



7 Consommation alimentaire et nutrition

7.1. Impact sur la consommation alimentaire

Référence

L'étude VAM¹¹ de 2003/2004 présente une bonne situation de référence pour les indicateurs de consommation alimentaire. Des données détaillées ont été collectées en matière de fréquence et de diversité alimentaire, avec une représentativité de 5 pour cent au niveau des préfectures. La période de collecte coïncidait avec la période de récolte des céréales / légumineuses dans la quatrième trimestre de 2003. Le tableau ci-après permet d'évaluer le nombre de repas par jour et la diversité du régime alimentaire.

Tableau 6 : Fréquence et diversité alimentaire selon l'étude VAM

Etude VAM	Fréquence de repas (nombre par jour)	Diversité de (nombre pa		alimentaire				
		céréales	tubercules	léguminieuses	Feuilles manioc	Légumes	Huile	Viande / poisson
Ouham Pendé	2	2	1	1	1	0	1	1
Ouham	2	2	2	1	1	0	1	1
Nana Gribizi	2	2	1	1	1	0	0	1

Source: Etude VAM, PAM, 2004.

Les ménages mangeaient en moyenne deux repas par jour dans les trois préfectures. Ils consommaient chaque jour des céréales, tubercules, légumineuses, des feuilles de manioc, de la viande / poisson et souvent de l'huile.

Impact de la crise humanitaire sur la consommation alimentaire

La consommation alimentaire est influencée par:

- la détérioration de la disponibilité alimentaire surtout de l'huile, du sel et du sucre – comme décrite au chapitre 4;
- ▶ la dégradation de l'accès aux aliments, suite à la diminution des revenus, à la perte de stocks, d'animaux et parfois d'argent et au fait que l'accès physique au marché soit devenu difficile, comme décrite au chapitre 5; et
- les difficultés aiguës de préparer les repas en brousse, loin des sources d'eau, et avec seulement une partie de leurs outils de cuisine (la transformation / préparation du manioc / igname demande beaucoup de temps et d'eau).

Ces facteurs ont conduit les ménages à réduire la fréquence du nombre de repas et la diversité du régime alimentaire. Comme le tableau ci-après le montre, aucun ménage interviewé par les membres de la mission n'avait mangé deux fois ou plus par jour. La plupart des ménages ne prenaient qu'un seul repas par jour, alors qu'une partie indiquait que le ménage mange une fois tous les deux jours. Les membres de la mission considèrent que cette dégradation qui se produit avant même la période de soudure est très inquiétante.

¹¹ Version provisoire, Etude de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, PAM, 2004.

Tableau 7: Fréquence des repas des personnes interviewées

1 <u>100 400 1 0 pas 400</u>	P0130111103 111	tol tiottoos		
ESA rapide	Fréquence de repas			
	0-1 fois	1 fois	2 fois ou >	
Trois préféctures	22%	78%	0%	

La composition du régime alimentaire a changé: les ménages ne mangent plus l'huile ni de viande ou de poisson. En outre, la consommation des céréales est devenue rare: auparavant un ménage consommait des céréales en moyenne deux fois par jour, actuellement seulement 22 pour cent de la population interviewée en mange une fois par jour! La dégradation est similaire pour les tubercules et les légumineuses. Par contre, plus de 80 pour cent des ménages ont mangé des produits sauvages comme l'écorce de l'arbre de karité (balawa) et les racines sauvages (bazou, ngassé).

Tableau 8 : Diversité du régime alimentaire

Diversité de la	régime alimen	taire					
(% des ménages	s ayant consomn	né l'aliment)					
céreales	tubercules	léguminieuses	Feuilles manioc	Huile	Viande / poisson	Fruits	Produits sauvages
22%	44%	28%	22%	0%	0%	22%	83%

Bien que ces chiffres ne soient pas représentatifs pour toute la population, ils présentent la situation des 22 sites/villages visités. En outre, ce sont actuellement pratiquement les seules observations disponibles. Les résultats de l'évaluation de la situation nutritionnelle et de sécurité alimentaire d'ACF ne seront disponibles que vers mi-mars.

Conclusion

La fréquence des repas et la diversité alimentaire ont diminué substantiellement. Avec à peine un repas par jour, essentiellement composé de produits sauvages, et dans une moindre mesure de manioc et parfois de céréales et légumineuses, la situation est alarmante. Or c'est la situation avant la période de soudure, sachant que les derniers stocks de céréales et de légumineuses seront bientôt épuisés et qu'il deviendra plus difficile de collecter les produits sauvages et de transformer les tubercules / racines pendant la saison des pluies.

7.2. Impact sur les abris, l'accès à l'eau et aux services de santé / mortalité

Ces impacts ont été évalués en détail par d'autres agences, experts dans la matière (Cf. annexe 5 pour la bibliographie). L'ESA rapide permet de ventiler quelques observations générales:

- Abris: les personnes déplacées vivent en général dans des abris temporaires type paillotes, exception faite pour celles qui ont été déplacées ces dernières semaines – elle vivent sans abris dans la brousse;
- ➤ Eau potable: c'est l'un des problèmes majeurs de la crise humanitaire; souvent les personnes déplacées ne peuvent plus accéder à une source d'eau potable à cause de l'insécurité ou de longue distance: elles sont obligées de boire l'eau de marigot (75 pourcent des villages visités); parfois, une partie de la population en déplacement ose aller chercher l'eau dans le village pendant la journée, avec l'inconvénient de la longue distance (25 pour cent des villages visités); et
- Santé / mortalité: la situation sanitaire de la population est déplorable, ceci date de déjà d'avant 2006; selon MSF, il n'y a pas de grandes différences entre l'état de santé des gens qui vivent loin ou près dans la brousse, ni avec les gens qui vivent dans les villages; les membres de la mission ont enregistré un nombre substantiel de cas de mortalité des enfants (< 5 ans), comme à Ouandago, Ndenge, Farazalla et Ngatwa.</p>

7.3. Impact sur la nutrition des enfants

Enquête de 2005

La dernière enquête nutritionnelle qui couvre une partie de la zone date de 2005¹². Cette enquête portait sur un échantillon représentatif de la population de six préfectures – dont trois de la zone de l'ESA rapide, ainsi que Bangui. Il faut noter que les données ont été collectées lors du mois d'août, en pleine période soudure. Les principaux résultats étaient les suivants:

- ▶ 13 pour cent des enfants < 5 ans souffrent de malnutrition aiguë globale (poids / taille), alors que 3 pour cent des enfants < 5 ans sont affectés par la forme sévère;</p>
- 35 pour cent des enfants < 5 ans ont un retard global de croissance (poids / age); et</p>
- 30 pour cent des enfants < 5 ans présentent une insuffisance pondérale modérée (taille / âge).

La prévalence de malnutrition aiguë modérée est de 9 pour cent à Ouaham et Ouaham – Pende et est proche de 8 pour cent à Nana Gribizi; la prévalence de la forme sévère est de 2,4 pour cent, de 0,9 pour cent et de 1,6 pour cent, respectivement.

Impact de la crise sur la malnutrition

La crise humanitaire a affecté l'état nutritionnel des enfants < 5 ans à travers trois canaux principaux: i) une détérioration nette de l'accès à l'eau potable; ii) des conditions sanitaires déplorables couplées à un plus mauvais accès aux soins de santé; et iii) une détérioration du régime alimentaire.

Le premier élément est le plus évident: les ménages vivant dans la brousse boivent actuellement l'eau des marigots, alors qu'auparavant ils utilisaient surtout l'eau d'un forage. Les femmes qui sont responsables de la collecte de l'eau n'osent plus aller dans les villages à cause de l'insécurité; en outre, les distances sont souvent trop longues (jusqu'à 15 km).

Le deuxième canal concernent les faibles conditions sanitaires et hygiéniques (absence de latrines, absence de moustiquaires, faibles pratiques hygièniques) et la dégradation progressive de l'accès aux services de santé. La fermeture des postes de santé, l'absence de médicaments, le faible pouvoir d'achat des services de santé, l'insécurité et le déplacement dans la brousse, agrandissant la distance jusqu'au poste de santé, ont contribué à une détérioration de l'état de santé de la population touchée.

Enfin, le pauvre régime alimentaire affecte les conditions nutritionnelles des enfants. Comme il a été montré dans la section précédente, la diversité et la fréquence de la consommation alimentaire ont diminué, et elles risquent de se dégrader encore plus dans les mois suivants. Bien que l'impact d'un régime alimentaire composé de feuilles de manioc et d'ignames sauvages semble actuellement limité, il va probablement se faire sentir progressivement dans les prochains mois sur l'état nutritionnel des enfants < 5 ans.

Evolution de la malnutrition depuis 2005

La mission a rencontré les représentants d'UNICEF et des MSF Espagne, Hollande et France, à Bangui et sur le terrain. MSF Hollande – qui travaille dans la zone Marakounda – Boguila depuis fin 2005 – est d'avis que la malnutrition aiguë n'est pas très répandue parmi les enfants < 5 ans. En outre, s'il y a des cas d'enfants malnutris, ils sont plutôt liés aux maladies qu'à l'alimentation. C'est la raison pour laquelle la MSF Hollande n'a pas prévu de

L'enquête nutritionnelle d'ACF de janvier 2006 couvre uniquement Bangui. Par ailleurs, les résultats de l'étude MICS 2006 n'étaient pas encore disponibles lors de la mission.

démarrer des activités spécifiques pour les enfants modérément malnutris. Tous les enfants malnutris reçoivent actuellement le Plumpynut; les enfants sévèrement malnutris avec maladies associées sont traités à l'hôpital à Boquila.

Le tableau ci-après montre les nouveaux cas de malnutrition aiguë parmi les enfants qui se présentent aux cliniques mobiles ou à l'hôpital à Boguila. Selon MSF ces chiffes ne sont pas alarmants, bien qu'une tendance à la hausse soit notée pour la saison des pluies.

Tableau 9 : Cas d'enfants malnutris parmi les enfants dépistés (MSF Hollande)

a chianta mamatha parn	ii ics ciliu	пто асріз	ics (Moi	Honaria
Marakounda	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4
Total enfants	2 056	2 483	1 792	1 582
Sévére (MUAC rouge)	14	16	12	23
	1%	1%	1%	1%
Modéré (MUAC orange)	93	107	121	87
	5%	4%	7%	5%
Boguila	Q 1	Q 2	Q 3	Q 4
Total enfants		1 295	1 651	1 376
Sévére (MUAC rouge)		46	95	32
		4%	6%	2%
Modéré (MUAC orange)		175	253	183
		14%	15%	13%

Source : MSF Hollande, Boguila.

MSF Espagne partage la conclusion de MSF Hollande pour la zone de Kaga-Bandoro: il n'y a pas beaucoup de cas de malnutrition chez les enfants < 5 ans. Par exemple, sa surveillance nutritionnelle en janvier / février 2007, sur un total de 330 enfants, a identifié 9 cas de la malnutrition aiguë sévère (MUAC rouge), soit 3 pour cent et 30 cas de la malnutrition aiguë modérée (MUAC orange), soit 9 pour cent. Par ailleurs, selon MSF Espagne, la malnutrition est souvent associée à une maladie comme le paludisme ou les amibiases.

Enfin, MSF France, qui travaille dans la sous-préfecture de Paoua, traite actuellement 50 enfants malnutris, dont 10 sévèrement malnutris. La situation est considérée stable, mais la situation reste à surveiller.

Evaluation de la malnutrition en cours : enquête d'ACF

ACF, appuyé financièrement par le PAM et l'UNICEF entreprend actuellement une évaluation nutritionnelle dans la zone (Ouham, Ouham-Pendé, Nana Gribizi). L'évaluation ne suit pas une méthodologie qui permettra de tirer des conclusions représentatives pour toute la population, mais elle présentera des estimations de la prévalence de malnutrition au niveau des villages / sites visités. Les résultats ne seront disponibles qu'à partir de mi-mars 2007.

Néanmoins, la mission a pu échanger avec l'équipe d'ACF qui mène l'enquête sur le terrain. Les premières observations de la nutritionniste confirment le point de vue de MSF: i) il n'y a pas de crise nutritionnelle actuellement; ii) les cas d'enfants malnutris sont souvent liés à une maladie; et iii) la situation pourrait néanmoins facilement se dégrader pendant la saison des pluies à cause de la sous-alimentation et des maladies. La situation est à surveiller de près.

Conclusions de la mission

Aujourd'hui, la situation nutritionnelle des enfants < 5 ans ne semble pas être trop préocuppante, en particulier du point de vue alimentaire. Néanmoins, les données de Boguila montrent une présence assez forte de la malnutrition parmi les enfants dans les cliniques de MSF. En outre, un point d'interrogation existe sur la représentativité des observations de MSF: bien que les cliniques mobiles aient une couverture géographique importante, il est probable que les enfants qui habitent loin dans la brousse ne viennent pas pour une consultation, surtout dans les zones d'insécurité élevée. Selon une personne déplacée, les personnes qui vivent à 15 kilomètre dans la brousse ne fréquentent pas les centres de MSF.

Un agent de terrain de MSF a indiqué que le nombre de consultations a diminué dans la zone de Paoua depuis l'intensification de la violence en décembre 2006.

Les membres de la mission considèrent les perspectives nutritionnelles des enfants comme critique. Sachant que le taux global de malnutrition était de 13 pour cent en août 2005, que la population était frappée par une crise humanitaire en 2006 et que les perspectives alimentaires pour les prochains mois (pluvieux) sont sombres, les membres de la mission craignent une augmentation substantielle de la prévalence des cas de malnutrition vers la fin de la période des pluies. Une surveillance rapprochée est recommandée.

C'est la raison pour laquelle, le PAM devrait contribuer à alléger la période de soudure entre avril et septembre. Ensuite, le PAM devrait être prêt à fournir des vivres aux ONG comme MSF et ACF au moment où elles enregistrent une augmentation de la malnutrition aiguë et décident d'élargir leurs interventions nutritionnelles.



8 Problemes de securite alimentaire

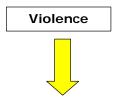
8.1. Insécurité alimentaire et stratégies de résilience

Impact sur la sécurité alimentaire

La principale cause de la crise humanitaire est l'insécurité. L'intensification et l'élargissement de la violence depuis septembre 2006 ont eu un impact différent sur la sécurité alimentaire des ménages. Chaque cas est différent, les variations en terme d'impact sur la sécurité alimentaire sont sans limite. Néanmoins, la mission a pu distinguer deux grands groupes:

- les villages qui ont été attaqués uniquement par les bandits, et non pas par les militaires / rebelles; et
- les villages qui ont été attaqués par les militaires / rebelles, souvent incendiés et pillés; ces villages peuvent en plus être attaqués par les bandits.

Un 3ème groupe rassemble le reste de la population, qui est seulement légèrement touché. L'impact sur le premier groupe est moins accentué. Le graphique montre visuellement l'impact de la violence sur les composantes de la sécurité alimentaire: disponibilité, accès et utilisation ainsi que son impact sur la consommation alimentaire, pour le 2ème groupe.



Disponibilité & marchés

Commerce intra- et inter-

- régional s'est arrêté : pénurie de sel, huile et
- sucre
- absence des collecteurs :
- faible ravitaillement des zones déficitaires.

Réduction de l'excédent traditionnel, faible offre sur les marchés, faible demande

- produits locaux : égal / à la baisse, mais commerce et prix très volatil
- produits importés : à la

Accessibilité

- Perte des : stocks alimentaires
- stocks de semences ; animaux : et
- d'autres biens.

Production agricole '06

- rendements acceptables ; réduction des superficies ;
- production acceptable

Production de manioc :

- champs brûlés, pertes des tubercules
- cueillette des feuilles réduit le rendement d'autres champs ne sont pas

impactés. Faible alternatives pour

- générer des revenus :
 petit commerce est ralenti;
- animaux volés / perdus

Utilisation

Outils de préparation de

Eau pour la préparation :

plus difficile à trouver baisse de la qualité.

Consommation alimentaire

Fréquence réduction de 2 à 1 repas par jour Diversité réduction :

huile : d'une fois par jour à 0 fois par jour

- viande / poisson : d'une fois par jour à 0 fois par jour ;
 viande / poisson : d'une fois par jour à 0 fois par jour ;
 céréales : avant : 2 fois par jour ; actuellement consommées par 20% des ménages
 légumineuses : avant : 1 fois par jour ; actuellement consommées par 30% des ménages
 tubercules : avant : 1 à 2 fois par jour ; actuellement consommées par 45% des ménages
 80% de la population se nourrit avec produits sauvages comme l'écorce de l'arbre de karité
- (balawa) et les racines sauvages (bazou, ngassé)

Stratégies de résilience

Les Centrafricains ont appliqué leurs stratégies de résilienc : i) fuir dans la brousse; ii) cueillette de l'écorce de l'arbre de noix de karité, des feuilles de néré et collecte des racines sauvages iii) boire l'eau de marigot; iv) réduction du nombre et de la diversité de repas; et v) la construction d'abris temporaires type paillote. Les autres stratégies possibles de réponse, comme la vente d'animaux ou de biens ont été affaiblies par l'insécurité (vol, perte des actifs). Dans le proche avenir, les paysans seront obligés d'appliquer une autre stratégie de réponse: la réduction des superficies cultivées.

D'un point de vue humanitaire, certaines stratégies sont parfois acceptables, d'autres ne le sont pas.

Avec à peine un repas par jour, essentiellement composé de produits sauvages, et dans une moindre mesure de manioc et parfois de céréales et légumineuses, la situation alimentaire des déplacées n'est pas acceptable et est alarmante. La fréquence, la quantité et la qualité du régime alimentaire se sont substantiellement détériorées par rapport à la normale. Le mois de février fait normalement partie de la période d'abondance, la période de soudure ne commence qu'en avril. Pour les déplacés, la période de soudure a déjà commencé il y quelques mois, avec la perte de leurs stocks et animaux.

8.2. Perspectives sans aide alimentaire

Sans aide alimentaire d'urgence:

- ▶ le régime alimentaire se dégradera encore plus, la prévalence de la malnutrition augmentera, et il faut s'attendre à la mort des déplacés les moins résistants;
- la production agricole de la campagne 2007/08 chutera à cause d'une:
 - o réduction substantielle des superficies emblavées; et
 - o réduction des rendements du manioc, des céréales et des légumineuses à cause d'une récolte précoce;
- les perspectives d'une chute de production et donc de la disponibilité dans la zone (sous l'hypothèse que le commerce reste bloqué) pourrait créer une pénurie alimentaire de produits locaux et un fléchissement des prix.

Il est évident que l'aide alimentaire est seulement l'un de types d'intervention nécessaire. Elle doit s'intégrer dans un appui multidimensionnel comprenant également la fourniture des semences, la protection, un appui aux services de santé et à l'amélioration de l'accès à l'eau potable, etc...

8.3. Besoins en aide alimentaire

La mission a fait une estimation des besoins en aide alimentaires pour les deux groupes.

Pour le groupe des déplacés de 222 000 personnes, un total de 190 000 personnes ont besoin d'une aide d'urgence gratuite pour la période d'avril à septembre, les distributions en cours pour 50 000 personnes déplacées doivent être faites en mars, et continuées entre octobre et décembre. Le tonnage total sera de 22 500 tonnes pour le premier groupe, pour la période mars-décembre.

Comme il l'a été montré dans les chapitres précédentes, les personnes provenant des villages attaqués par les militaires / rebelles, souvent incendiés et pillés, sont considérées en insécurité alimentaire. La mission estime que les autres 32 000 personnes déplacées sont seulement partiellement affectées par la crise et qu'ils ont des stratégies de réponse adéquates. Par exemple: ces gens vivaient dans un village qui a été attaqué par des bandits,

il n'y que quelques villageois aisés ont perdu leurs animaux. Par précaution, tous les villageois se sont installés à côté de leurs champs.

Le deuxième groupe – type: les villages sont attaqués par les bandits, mais les maisons n'ont pas été brûlées, et les militaires / rebelles n'ont pas harcelé les villageois. Ce groupe est plus difficile à cerner. Ces villages sont éparpillés sur le territoire, souvent dans des zones difficilement accessibles (Bocaranga, etc.). Vu de l'extérieur, ils ne montrent pas beaucoup de signes de problèmes. La mission estime que dans ces zones, une aide alimentaire aux plus démunis s'avère nécessaire, pour un total de 27 000 personnes sur une population totale de 1,4 millions de personnes dans la zone. Cette estimation est basée sur une triangulation des informations qui permet de distiller les zones et les villages de ce type, et d'estimer l'effectif de ces villages / zones. Le tonnage correspond à 4 000 tonnes pour la période mars - décembre. Ces 27 000 s'ajoutent aux 11 5000 personnes démunies qui sont déjà comprises dans l'IPSR pour tout le pays.

Par ailleurs, il faut noter que le PAM avait estimé que le nombre des personnes affecté par le VIH / SIDA en besoin d'aide alimentaire à 34 000 personnes (pour tout le pays). Le tonnage de cette sous-composante du volet secours de l'IPSR atteindra presque 6 000 tonnes pour la période de mars à décembre. Enfin, comme il l'a été noté dans le chapitre 3, l'étude VAM a montré que d'environ 375 000 personnes sont structurellement en insécurité alimentaire; leurs besoins, qui pourront être satisfaits par entre autre un appui type vivre-contre-travail, ne sont que très partiellement couvert par l'actuel IPSR. Vu que l'ESA rapide s'est focalisée sur le problème des déplacées, ces besoins ne sont pas chiffrés.

8.4. Programmes existants d'aide alimentaire

Le PAM est le seul à importer et distribuer de l'aide alimentaire; le gouvernement n'a pas de programme d'assistance alimentaire. Le tonnage total de l'IPSR et du Programme du PAM en 2006 était d'environ 7 700 tonnes, à 265 000 bénéficiaires. Ces programmes sont mis en œuvre dans les préfectures touchées, mais également dans d'autres préfectures. La distribution des vivres aux déplacées est actuellement assurée par l'ONG COOPI. Par ailleurs, l'ONG IPHD a monétisé environ 3 800 tonnes en 2006.



9 RECOMMANDATIONS

9.1. Stratégie d'assistance alimentaire

L'objectif de la composante secours de l'IPSR devrait être actualisé comme suit: sauver des vies et des systèmes de vie par une amélioration de l'accès à l'alimentation: i) des personnes déplacées et en insécurité alimentaire; et ii) des personnes démunies dans la zone du conflit. L'objectif pour les personnes vivant avec VIH / SIDA ne change pas. Par ailleurs, le titre de l'IPSR 'Appui aux populations en situation post-conflit' semble largement dépassé: le CAR est entré dans une nouvelle phase de conflits, accompagnée par une nouvelle crise humanitaire.

Les objectifs spécifiques pour le volet 'secours' de l'IPSR sont les suivants:

- fournir une assistance alimentaire d'urgence aux 190 000 personnes déplacées et en insécurité alimentaire;
- fournir une assistance alimentaire d'urgence aux 40 000 personnes démunies dont 27 000 dans la zone touchée par le conflit; et
- fournir une assistance alimentaire d'urgence aux 34 000 personnes affectées par le VIH / SIDA, dans tout le pays.

Une évaluation des avantages et des désavantages des différents types d'intervention montre rapidement qu'une distribution gratuite d'aide alimentaire répond le mieux aux besoins et conditions de travail. Une distribution de cash / coupons au lieu d'aide alimentaire n'est pas recommandée en raison du disfonctionnement des marchés et de l'insécurité rampante dans la zone. La vente à prix modéré n'est pas non plus recommandée à cause de l'absence de pouvoir d'achat du groupe cible (personnes déplacées et en insécurité alimentaire), et des problèmes d'insécurité. Des interventions type vivres – contre – travail (VcT) seront peut-être possible après la campagne agricole et à la condition d'un renforcement des capacités des partenaires dans la zone (actuellement cette capacité pour le VcT est très faible). Il est recommandé au Bureau de Pays d'évaluer les capacités des partenaires en matière de mise en œuvre des programmes VcT afin de substituer l'assistance gratuite par les interventions VcT dès le mois d'octobre 2007.

9.2. Groupes cibles et besoins d'aide alimentaire

Groupes cibles / bénéficiaires

Les 190 000 personnes déplacées et en insécurité alimentaire se trouvent autour des villages brûlés / vides dont la grande majorité a déjà été identifiée par les Nations Unies et les ONG internationales,dont COOPI et IPHD. Celles-ci ont déjà recensé environ 50 000 personnes et un recensement devra être entrepris dans la préfecture de Nana Gribizi et dans une partie de celle d'Ouham.

Chaque villageois recevra une ration complète et gratuite. Le nombre de bénéficiaires par préfecture est présenté dans le tableau suivant (les données par sous-préfecture se trouvent

à l'annexe 6). Il faut noter que des efforts sont encore nécessaires pour identifier les villages d'Haute Kotto, de Vakaga et de Bamingui.

Tableau 10 : Bénéficiaires d'aide alimentaire

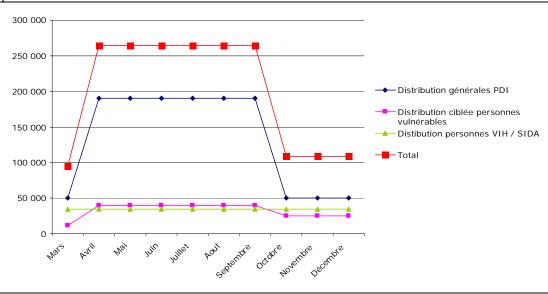
	Distribution générale	Distribution ciblée
	personnes	personnes
Nana Gribizi	35 000	2 000
Ouham	95 000	6 000
Ouham Pendé	45 000	15 000
Nana Mambére	-	4 000
Haute Kotto	5 000	-
Vakaga	5 000	-
Bamingui	5 000	-
Total	190 000	27 000

Etant donné les problèmes d'insécurité, il est possible qu'une partie des aides soient volées par des bandits. Néanmoins, les membres de la mission estiment que ce risque n'est pas très important: souvent les rebelles jouent les 'protecteurs' des villageois contre les bandits. Néanmoins, un suivi rapproché des distributions alimentaires est fortement recommandé.

Le deuxième groupe concerne 27 000 personnes qui se trouvent dans les préfectures indiquées dans le tableau 10. Correspondant à la carte présentée au chapitre 4.2 qui montrent les zones dans lesquelles les bandits sont particulièrement actifs, cet appui alimentaire cible surtout les axes Bozoum — Bouar, Bozoum — Bossangoa, Bozoum — Bocaranga — Ndim — Ngaoundai, pour un total de presque 20 000 personnes. Le reste du groupe cible est éparpillé dans les trois autres préfectures. Le PAM et ses partenaires identifieront les villages attaqués et procéderont à un recensement des personnes démunies, par exemple les enfants < 5 ans, les personnes âgées, les personnes moins valides, etc. Ces personnes recevront une ration complète et gratuite.

Le graphique suivant permet d'examiner l'évolution du nombre de bénéficiaires du volet secours de l'IPSR. Le nombre de bénéficiaires sous le volet VIH/SIDA reste au niveau actuel de 34 000; celui des personnes vulnérables / démunies qui est passé de 11 500 actuellement en mars à 40 000 entre avril et septembre, devrait redescendre à 25 000 à partir d'octobre. La distribution générale aux PDI couvre les besoins de 50 000 personnes en mars. Ce nombre devrait passer à 190 000 entre avril et septembre et redescendre à 50 000 à partir d'octobre.

Graphe 1 : Evolution du nombre des bénéficiaires



ACF est en train de mener une enquête approfondie sur le terrain. Les résultats contribueront à la compréhension de l'insécurité alimentaire et pourront donc aider à améliorer la proposition ci-dessus, en terme de programmation des interventions du PAM, notamment du ciblage.

Estimation des besoins d'aide alimentaire

La composition des rations alimentaires sous l'IPSR ne change pas: chaque bénéficiaire du volet secours de l'IPSR recevra par jour 400 gr. de farine de maïs, 60 gr. de légumineuses, 50 gr. de CSB, 25 gr. de l'huile végétale fortifiée, 15 gr. de sucre et 5 gr. de sel iodé. Cette ration correspond à 2 100 Kcal par jour (11% protéines, 18% grasse).

Sur la base de cette ration, et l'évolution du nombre des bénéficiaires (voir graphique 1), le tonnage mensuel du volet secours a été calculé (voir tableau suivant). Le tonnage mensuel est de 1 600 tonnes en mars, de 4 400 tonnes par mois entre avril et septembre et de 1 800 tonnes par mois entre octobre et décembre ; le total pour la période mars – décembre est de 33 400 tonnes. Les détails se trouvent à l'annexe 7.

Tableau 11: Evolution des tonnages mensuels du volet secours de l'IPSR

Tonnages	Mars	Avril-Sep	Oct-Déc	Total
Farine de maïs	1 146	3 168	1 308	24 078
Léguminieuses	172	475	196	3 612
CSB	143	396	164	3 010
Huile végétal fortifié	72	198	82	1 505
Sucre	43	119	49	903
Sel iodé	14	40	16	301
GRAND TOTAL	1 590	4 396	1 815	33 408

9.3. Capacité de mise en œuvre

Plusieurs contraintes à la mise en œuvre d'un tel programme ont été identifiées: i) l'insécurité; ii) la faible capacité de transport Douala – Bangui; iii) la faible capacité de transport Bangui – zone d'intervention; iv) la faible capacité des partenaires qui seront chargés de la distribution; et v) des contraintes des capacités du PAM Bangui.

Insécurité: Il est actuellement possible de distribuer des vivres dans les zones contrôlées par les militaires et les rebelles (COOPI le fait à Paoua). Néanmoins, avec l'augmentation prévue des activités, un 'accord' avec le Gouvernement central est cependant considérée nécessaire. Les rebelles au nord-ouest ne semblent pas poser trop de problèmes pour la distribution d'aide alimentaire. Il est évident que la situation sécuritaire peut rapidement changer dans ces zones, un suivi rapproché est nécessaire. Le problème d'insécurité se pose actuellement surtout dans les zones où les bandits règnent (10-15 pour cent du nombre de bénéficiaires'), comme la partie sud et ouest d'Ouaham Pendé. La distribution d'aide alimentaire y est actuellement impossible. Selon les informateurs – clé interrogés par les membres de la mission, les opérations de banditisme diminuent lors la saison des pluies, ce qui coïncide avec la période prévue pour la distribution.

Faible capacité de transport: Le tonnage maximal qui a été transporté à travers le corridor Douala – Bangui est autour de 1 000 tonnes par mois. Selon les experts logisticiens du PAM, ce tonnage pourrait être augmenté à 4 500 tonnes par mois, ce qui est nécessaire pour distribuer à temps. *Recommandation : il faut que le PAM prenne des dispositions pour réaliser cette augmentation.* Ensuite, le transport vers les zones de distribution présent un défi. Bien que la capacité théorique des transporteurs sur la liste du PAM soit 1 500 tonnes et que plusieurs allers-retours par mois puissent être effectués, ce scénario n'est pas réaliste: *une solution pour renforcer les capacités du transport local doit être recherchée:le Bureau de pays explore la possibilité de mettre en place une opération spéciale permettant l'utilisation de 30 camions du PAM*

Capacité des partenaires: Les ONGs suivantes ont toutes la capacités de distribuer de la nourriture: COOPI (50-100 000 personnes); Première urgence (50-75 000), IRD (20 000), Caritas / CRS (50-60 000) et IPHD (50 000). Care et World Vision sont en train d'évaluer la possibilité de s'installer en RCA. Néanmoins, les ONGs seront obligées de renforcer leur capacité sur le terrain (personnel, voitures, magasins, etc.), et le PAM sera certainement sollicité pour le financement d'une partie de leurs coûts additionnels.

Capacités PAM Bangui: Le tonnage à gérer par le bureau du PAM sera multiplié par 5: de 850 tonnes en décembre 2006 à 4 400 en avril 2007. Bien que la mission n'ait pas évalué cette question de près, il est clair qu'un renforcement de toutes les unités du bureau du PAM, y compris administration, finances, programme, logistique et ICT, s'avère nécessaire.

9.4. Partenariat

La mission recommande une collaboration intensive avec la FAO pour ce qui concerne la distribution de semences et d'aide alimentaire. Il serait idéal de coupler les deux distributions, l'aide alimentaire des mois d'avril et mai deviendrait ainsi également une ration de protection.

Il est aussi nécessaire de promouvoir la compréhension de la problématique de sécurité alimentaire et de nutrition. La mission a constaté qu'un renforcement du plaidoyer auprès des partenaires y compris les ONGs pour la solution de l'insécurité alimentaire est nécessaire.

9.5. Risques et suivi de la sécurité alimentaire

Les risques qui pourraient compromettre la réalisation des objectifs décrits au point 8.1 sont principalement:

- un sous-financement des opérations du PAM ;
- l'augmentation substantielle des attaques contre les villageois;
- l'intensification de l'insécurité qui rend la distribution alimentaire impossible;
- l'absence d'un renforcement de la capacité du transport / bureau PAM;
- des mauvaises pluies lors la campagne agricole;
- une distribution insuffisante des semences;
- une pénurie des produits locaux lors la période de soudure, résultant en une augmentation forte des prix, avec un impact sur toute la population et non pas seulement sur les villages attaqués; et
- le développement d'une épidémie de méningites-c.

Il est évident qu'un suivi de la sécurité alimentaire est nécessaire. Le bureau pays du PAM a initié dans le cadre du projet SENAC (Renforcement de Capacité de l'évaluation des besoins alimentaires d'urgence) la mise en œuvre d'un système de suivi de la sécurité alimentaire (SSSA) pour actualiser de façon continue l'information sur la sécurité alimentaire dans le pays.

Le bureau pays a reçu des fonds dans le cadre du DFID-IS (fonds fiduciaire anglais) pour la mise en oeuvre de ce système, donnant la capacité à la RCA d'analyser de façon continue, de suivre et évaluer la situation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité. Ce système devrait établir une base de données intégrée sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la vulnérabilité qui contribuera à la conception et à la mise en œuvre du projet.

Ce projet a connu une série de problèmes lors de son démarrage. Le système est notamment trop lourd pour le PAM et le Ministère du Développement Rural. Il faut donc alléger le système pour mieux avancer. Les éléments clés du projet, à savoir les objectifs, les indicateurs, le zonage, l'échantillonnage, le cadre d'analyse doivent être clairs. La planification et le partenariat avec l'UNICEF, la FAO et les ONG sur le terrain doivent être renforcés. L'expert VAM d'ODDY est actuellement à Bangui pour aider le Bureau de Pays dans ce sens.

Enfin, il est fortement recommandé que le PAM fasse une nouvelle évaluation de la sécurité alimentaire vers la fin de la période de soudure (juillet / août). Cette évaluation peut également servir la préparation des activités du PAM en 2008. Elle pourrait utiliser la même méthodologie que l'actuelle évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition entreprise par ACF, afin de faciliter la comparaison entre février et juillet/août.

Annexe 1 : Mission d'évaluation rapide de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (ESASU): Nord Ouest de la République Centrafricaine (RCA)

Termes de référence / version finale

1. Introduction

La situation au Nord de la RCA est actuellement caractérisée par une aggravation des foyers de violence au Nord Ouest et au Nord Est du pays et dans la préfecture de la Nana Grébizi. La situation humanitaire prévalant dans les préfectures de la Vakaga et la Haute Kotto est inconnue à ce jour du fait de l'inaccessibilité de la zone pour des raisons logistiques et de sécurité.

La situation est cependant connue dans le triangle Kabo, Batangafo et Kaga Bandoro. Les confrontations entre les groupes rebelles et les forces gouvernementales ont causé le déplacement de plusieurs milliers de personnes dans cette zone où, selon les organisations non gouvernementales présentes, quelques 1,800 habitations situées entre Kabo et Kaga Bandoro ont été systématiquement brûlées. La situation est identique dans la zone de Paoua. L'éloignement des populations des axes principaux, consécutif à ces opérations, rend leur accès plus difficile pour les interventions d'assistance humanitaire.

Le manque criant de données statistiques en RCA joue énormément dans la campagne de plaidoyer du système des NU qui rencontre beaucoup de difficultés pour chiffrer les besoins humanitaires en général et ceux lies à l'aide alimentaire en particulier.

Le Bureau de Pays du PAM en RCA, appuyé par son bureau régional, prévoit une évaluation rapide de la sécurité alimentaire des populations affectées dans les zones en conflit. Les résultats de cette évaluation rapide aideront à mettre en œuvre l'IPSR révisée du PAM¹. Néanmoins, une évaluation plus approfondie, avec des enquêtes ménages, sera probablement nécessaire plus tard dans l'année pour peaufiner le ciblage des interventions du PAM.

2. Objectifs

En collaboration étroite avec les agences du système des Nations Unies et sous la supervision générale du Représentant du PAM en RCA, la mission aura à :

- 2.1. Collecter et analyser les informations primaires et secondaires relatives à la situation humanitaire en général et à la situation alimentaire en particulier des populations affectées par la crise humanitaire dans le Nord Ouest et le Nord de la RCA;
- 2.2. Estimer le nombre total de personnes nécessitant une assistance d'urgence (alimentaire et autre) immédiate et/ou le renforcement des moyens de subsistance dans les zones affectées;

Intervention prolongée de secours et de redressement « Appui aux populations en situation de Post-conflit », IPSR 10189.01.

- 2.3. Déterminer les zones d'insécurité alimentaire prioritaires et proposer des interventions d'aide orientées vers les plus nécessiteux;
- 2.4. Identifier des partenaires potentiels d'exécution et étudier les possibilités de collaboration à travers la mise en place de programmes conjoints et complémentaires appropriées de l'aide alimentaire afin de renforcer les conditions de sécurité alimentaire des populations affectées; et
- 2.5. Définir un plan d'action à court terme, accompagné d'une stratégie d'aide alimentaire en faveur des populations affectées. Ce plan devrait être basé sur une analyse d'ensemble des interventions alimentaires récentes, en cours et celles préconisées dans un proche futur, Il devrait également proposer des actions concrètes de type de programme plus adapté tels que la distribution générale, VCT, VPF, AGR, Protection de semences, etc.

Ces informations seront utilisées pour renforcer la justification de la révision budgétaire du PRRO en cours et de faciliter sa mise en œuvre.

3. Méthodologie

D'abord la mission procède à analyser les informations secondaires disponibles y compris les rapports de toutes les évaluations faites ces dernières années. Sur la base de cette analyse, l'itinéraire et les questionnaires à utiliser sur le terrain seront peaufinés.

Ensuite, afin d'obtenir le meilleur taux de couverture possible, les membres de la mission seront repartis en deux groupes pour couvrir les zones géographiques prioritaires selon les axes d'intervention suivantes :

- Bangui-Bozoum-Bocaranga-Ndim-Paoua-Betoko-Bemal-Nnga Boguila-Markounda-Bossangoa-Bangui; et
- Bangui-Bouca –Batangafo-Kabo- Moyenne Sido- Ouandago-KagaBandoro- Mbre- Ndeley- Bangui.

Les équipes devraient faire des entretiens avec les informateurs clés de la région (département techniques et administratifs du gouvernement, communautés villageoises, structures de gestion des programmes bilatéraux et multilatéraux,) selon un guide d'entretien pour s'assurer que la collecte des données soit harmonisée.

Ensuite, les équipes collecteront des informations à travers des entretiens semi structurés avec des représentants des groupes de ménages déplacées et de ménages restés sur place mais affectés par la crise. Ces entretiens concernent notamment des informations relatives à la sécurité alimentaire, mais également relatives à l'accès à eau potable, à l'assainissement et à la sécurité. En particulier seront couverts : les habitudes alimentaires, leurs démographie, leurs moyens de subsistance et leurs sources de revenus. En outre, dans chaque village, la mission a prévu de mener deux ou trois enquêtes au niveau des ménages sinistrés.

Les informations collectées sur le terrain seront analysées lors les visites de terrain – selon un cadre d'analyse pré-établi, et résumées par les trois équipes à leur retour. Sur la base de ce résume, ainsi que sur la base des informations secondaires, des conclusions seront tirées et présentées à l'équipe des Nations Unies à Bangui, au Gouvernement et au partenaires du PAM.

Le rapport final de la mission sera disponible une semaine après la fin de la mission. La planification détaillée est attachée comme annexe 1.

4. Composition de la mission

La mission sera composée de représentants du PAM, de la FAO, des ONGs, de l'Agence Centre Africaine pour le Développement agricole. Elle sera dirigée par Geert Beekhuis (PAM Bureau Régional) avec participation du VAM Officer d'ODDY.

5. Résultats attendus

- Etablir les nombres de personnes affectées par l'insécurité alimentaire dans les zones de conflit et présenter une description de leur situation;
- Un rapport de mission avec des recommandations soutenues, le cas échéant, un plan d'action de l'assistance d'urgence y compris l'aide alimentaire en faveur des populations affectées, qui servira la mise en œuvre du PRRO; et
- Préparation de la méthodologie pour une ESASU approfondie qui sera entreprise en mars / avril.

Annexe 2 : Programme de terrain

Date	Agence / Organisation
Samedi 10 février	Agonoc 7 organisation
11.00	PAM, CD, DCD, Equipe
15.00	Réunion de Coordination OCHA, avec participation de : ICRC, FNUAP,
	World Vision, Care, COOPI
111000	
Lundi 12 février	COORI
09.30	COOPI ACDA
14.30	IPHD
15.30	ACF
Mardi 13 février	
11.00	PAM, Security Briefing
12.00	PAM, Equipe
14.00	Marché PK 5 Bangui
15.30	MSF Hollande
17.00	MSF Espagne / Belge
Mercredi 14 février	+
Equipe A	Axe Bangui – Bouzoum
15.00	Préfet d'Ouham Pende
16.00	Maire de Bouzoum
16.00	Enquêtes ménages des PDI à Buzoum
17.00	Représentant des PDI à Buzoum
20.00	Représentant Caritas
Equipe B	Axe Bangui – Bouca
16.00	Bouca, sous-préfecture / mairie
Jeudi 15 février	Ava Danavira Danavi
Equipe A 08.00	Axe Bozoum - Paoua
08.30	Délégué agricole Hôpital de Bozoum
10.00	Enquêtes à Taley
13.00	Enquêtes à Coumpo Site
15.00	Enquêtes à Gouzé
17.00	ACF, équipe d'évaluation nutritionnelle/sécurité alimentaire
	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
Equipe B	Axe Bouca - Batangafo
08.00	Enquêtes à Ngatwa
11.00	Enquêtes à Ladiogbakou
15.00	Sous préfecture
17.00	MSF Belgique / Espagne
Vendredi 16 février	+
Equipe A	Axe Paoua – Ndim – Paoua
08.00	Enquêtes à Poulao I
12.00	Centre nutritionnel et hôpital à Ndim
16.00	Enquêtes à Pogol
17.00	COOPI
Equipe B	Axe Batangafo - Kabo
08.00	Batangafo : mairie
09.00	Enquêtes à Batangafo
12.00	Enquêtes à Gbaïzéra / MSF
15.00	Enquêtes à Kava
17.00	Kabo sous-préfecture

18.00	Kabo MSF Belgique / Espagne
Samedi 17 février	
Equipe A	Axe Paoua – Beboura – Paoua – Betoko – Paoua
08.00	Paoua, MSF France
09.00	Bodoli : marché et clinique mobile MSF
10.30	Enquêtes à Béboy 1
12.00	Enquêtes à Beteko
14.00	Enquêtes à Bedaya 1
17.00	Marché de Paoua
17.00	Waterie de l'adda
Equipe B	Axe Kabo – Kaga Bandoro
08.00	Enquêtes à Kabo
09.00	Kabo Croix Rouge CAR
10.00	Enquêtes à Beltounou
13.00	Enquêtes à Farazala
16.00	Enquêtes à Ouandago
18.00	Kaga Bandoro CICR
10.00	Raga Bandoro Creix
Dimanche 18 février	
Equipe A	Axe Paoua – Bossangoa
08.00	Enquêtes à Bonyaké 1
11.00	Boguila, MSF Hollande et enquêtes
12.00	Boguila, mairie et marché
14.00	Nana Bakassa, Hôpital
14.00	Ivana Bakassa, Hopitai
Equipe B	Axe Kaga Bandora – Mbrès – Kaga Bandoro
08.00	Enquêtes à Ndenga
11.00	Enquêtes à Kanga
13.00	Mbrès, sous-préfecture
10.00	Wibi 63, 3003 prefecture
Lundi 19 février	
Equipe A	Axe Bossangoa - Bangui
08.00	Bossangoa sous bureau UNICEF
09.00	Bossangoa sous bureau UNHCR
09.30	Bossangoa, hôpital
	2000angoa, nopital
Equipe B	Axe Kaga Bandoro - Bangui
08.00	Kaga Bandoro Mairie
09.00	Kaga Bandoro Préfecture
11.00	Enquêtes à Mbiti
Mardi 20 février	
08.00-17.00	Echanges de deux équipes
	1 1 2
Mercredi 21 février	
	Rédaction du rapport
	Entretien avec IPHD
Jeudi 22 février	
	Rédaction du rapport
	Entretien avec UNICEF
Vendredi 23 février	
11.00	Présentation des conclusions aux partenaires : Solidarités,
	FAO, ACF, MSF, OCHA, ICRC, IPHD, MDR

République Centre africaine - ESASU Rapide - Guide entretien niveau (sous-) préfecture

Ce guide d'entretien est destiné pour toute personne ressource au niveau de préfecture, sous-préfecture, commune. Les interviewées concernent les représentants du Gouvernement (direction agricole, direction du Plan, etc.), des ONGs nationales et internationales, des institutions religieuses, de gestionnaires de centres nutritionnels et pour section VI également les commerçants. Il est possible que les interviewées ne peuvent pas répondre à toutes les questions, il faut uniquement poser les questions si l'interviewée a une compétence / connaissance dans le domaine. Mais ! Il faut s'assurer que toutes les questions sont répondues avant de quitter une sous préfecture

Nom de ville/village :		Nom de l'interviewée :	Equipe :		
Commune :		Titre de l'interviewée :	Nom de l'enquêteur: Date de l'enquête:		
Sous-préfecture :		Institution:	Date de l'enquete.		
Préf	ecture :	Coordonnées téléphoniques :			
I. R	épartition administrative e	t démographie			
1.1.	Est-ce que vous pouvez présenter la	a répartition administrative de votre zone d'interver	ntion?		
	Combien de sous préfectures ? Le Combien de communes ? Lesquel Combien de villages ?				
	Suggestion : il serait bien de faire une répartition administrative, des villes et	représentation géographique de la zone (carte) sur une l des routes.	euille de papier, montrant la		
1.2.	Est-ce que vous pouvez fournir des d'intervention?	statistiques démographiques par répartition admin	istrative de votre zone		
	Combien de personnes par préfec Combien de personnes par sous p Combien de personnes par comm	réfectures ?			
II. D	éroulement de la crise				
3.1.	3.1. Quels sont les problèmes majeurs que les villageois affrontent dans leur vie quotidienne ? Suggestion : il faut tenter de faire une distinction entre les problèmes chroniques et nouveaux.				
3.2.	2. Est-ce que vous pouvez décrire le déroulement des événements liés à l'insécurité depuis début 2006 ?				
3.3.	3. Quel type d'insécurité existe (par exemple : attaques sur les villages, coupeurs de route) ? et Comment les attaquant travaillent ?				
3.4.	Est-ce que vous pensez que la situa Pourquoi ?	tion d'insécurité s'améliore, devient pire ou est sta	ble ces derniers mois ?		
	Quelles sont les perspectives pour	· le reste de l'année ?			

	 		- 1					
	 ۱,	10		imes	$\Delta \Delta$	1	Or.	
	v	ı.	ш	111162	ue	10		.56

Pourquoi ?

III. '	victimes de la crise
3.1.	Qui a été victime de cette crise ? Suggestion : il faut poser la question ouverte (pas automatiquement parler de déplacées, peut être, il y d'autres groupes touchés).
3.2.	Ces victimes se trouvent surtout dans quelles communes ?
3.3.	Quelles proportions de la population sont directement touchées, par commune ? Suggestion : Si la question est difficile, essayez de la répondre par sous-préfectures.
3.4.	En utilisant les statistiques démographiques 1.2 et ces proportions, combien de personnes sont directement touchées par la crise ? Suggestion: faites l'exercice avec le répondant, faites l'exercice par commune, si cela est difficile, essayez de la répondre par sous-préfectures.
IV. 4.1.	Impact de la crise sur la production agricole ces questions peuvent uniquement être répondues par quelqu'un qui a visité le terrain Est-ce que vous avez pu observé vous-même l'impact de la crise sur la production agricole, sur le terrain ?
	Si oui, continuez avec question 4.2 ; Si non sautez à la section V.
4.2.	Quels ont été les impacts des événements sur la production céréalière de 2006 ? En termes de : Superficies plantées Rendements agricoles Superficies récoltées Stocks familiaux
4.3.	Quels ont été les impacts des événements sur la production du manioc ? En termes de : Superficies plantées
	Production Conserficient of call fine
	Superficies récoltées
	Stocks familiaux (en terre)
4.4.	Si les villageois ont encore du manioc en terre, est-ce qu'ils peuvent l'accéder ?

${\bf R\'epublique\ Centre\ africaine\ -\ ESASU\ Rapide\ -\ Guide\ entretien\ niveau\ (sous-)\ pr\'efecture}$

4.5.	Selon vous, quelles sont les perspectives pour la campagne agricole de 2007 (manioc, céréales)? Donnez détails
	Pourquoi ?
4.6.	Si les villageois ont encore du manioc en terre, est-ce qu'ils peuvent l'accéder ?
	Pourquoi ?
V. Ir	npact de la crise sur la consommation alimentaire ces questions peuvent uniquement être répondues par quelqu'un qui a visité le terrain
5.1.	Est-ce que vous avez pu observé vous-même l'impact de la crise sur la consommation alimentaire, sur le terrain ?
	Si oui, continuez avec question 5.2; Si non sautez à la section VI.
5.2.	Les gens vivant dans la brousse, qu'est-ce qu'ils mangement actuellement ?
	Est-ce que cette régime est différente que celle de l'année passée ? Pourquoi ?
5.3.	Les gens vivant dans les villages, qu'est-ce qu'ils mangement actuellement ?
	Est-ce que cette régime est différente que celle de l'année passée ? Pourquoi ?
VI. I	mpact de la crise sur les marchés et la circulation des personnes/aliments
6.1.	Quels ont été les impacts des événements sur la circulation des personnes/aliments ?
	Entre : Chef lieu et villages Chef lieu et autres chefs lieux
6.2.	Avant les événements, quels étaient les principaux marchés de produits agricoles / de bétail dans la zone ?
6.3.	Quels ont été les impacts des événements sur ces marchés par rapport à l'avant crise? Formulez les réponses par rapport à la situation 'normale' : p.e. : les prix sont 20% plus élevés que normal pendant cette période).
	En termes de : - fréquence du marché - nombre de commerçants - nombre d'acheteurs - disponibilité des produits - niveau des prix

République Centre africaine - ESASU Rapide – Guide entretien niveau (sous-) préfecture 6.4. Quels sont les produits agricoles disponibles sur le marché / dans la boutique?

0.4.	Quoto dont los produte agricoles disponisios da le marche / dans la bodique.
6.5.	Est-ce que la disponibilité des produits agricoles est plus élevée, égale ou inférieure à la normale, pendant cette période (par produit)?
	Pourquoi ?
6.6.	Quels sont les prix de vente des produits agricoles sur le marché / dans la boutique?
6.7.	L'année passée, pendant la même période (février), quels étaient les prix de vente des produits agricoles sur le marché / dans la boutique?
6.8.	S'il y a eu un changement dans les prix, pourquoi?
VII.	Organisations humanitaires et programmes nutritionnels
7.1.	Quelles institutions humanitaires et de développement sont présentes dans la zone ?
7.2.	Notez les communes d'intervention de chaque institution.
7.3.	Notez les types d'intervention de chaque institution.
7.4.	Est-ce qu'il existe des programmes nutritionnels dans la zone ? Où ? Gérés par qui ?
7.5.	Si oui, est-ce qu'on peut avoir des détails sur leurs programmes (quel type d'appui, entrées, sorties) et est-ce qu'il existe une opportunité de collaboration ?
VIII.	Interventions humanitaires prioritaires
8.1.	Selon vous, quels sont les trois types d'interventions humanitaires prioritaires ? Ciblées sur qui ?
	1. 2. 3.
8.2.	Selon vous, est-ce qu'il y a un besoin d'aide alimentaire? Si oui, pour qui, pour combien du temps ?

${\bf R\'epublique\ Centre\ africaine\ -\ ESASU\ Rapide\ -\ Questionnaire\ Informateurs\ Cl\'e}$

☐ Village : bc de personnes sont parties	Nom du site/village :	Equipe :		
☐ Village d'accueil des PDI☐ Brousse : personnes déplacées	Commune :	Nom de l'enquêteur:		
Localisation du site \ a :	Sous-préfecture :			
	Préfecture :			
Coordonnées GPS :	Trefocture .	Date de l'enquête:		
\ a : Par rapport au goudron, à la piste principal	e, au chef-lieu, etc.			
I. Démographie (pas de réponse : mettez 99) 1.1. Quel est l'effectif de la population actuell	e du site / village ?			
1.2. Avant les événements cette population☐ a. Dans ce même village / site	vivait dans :			
□ b. Dans un village à □□□ km de l'actu □ c. Dans plusieurs villages à –en moyenne -				
1.3. Quel est l'effectif de la population du villa ménages	age / des villages où la population vivait ava	ant les événements		
1.4. Parmi cette population (de 1.3), combier	de personnes ont fuit le village / les village	es personnes		
1.5. La majorité des gens ont fuit le village / I	es villages à quel moment ? Le mois de	□ - □ □		
1.6. La majorité des gens ont fuit le village / I d'autres raisons ? ☐ 1 = oui, 2 = non	es villages, ils rentrent au village pendant	la journée, pour chercher l'eau ou		
 1.7. a. Les personnes qui ont fuites le(s) village(s) d'origine, mais qui ne sont pas présents dans l'actuel site, elles sont où? b. Selon vous, quelles sont les proportions (%) de ce groupe par catégorie? a. A l'étranger b. Dans l'un des chefs lieu / grandes villes c. Dans un autre village d. Ailleurs dans la brousse e. Autre f. Inconnue 1.8. Parmi la population présente dans ce site / village, combien sont a. Des enfants de moins de 5 ans 				
 b. Des vieillards c. D'orphelins ou d'enfants séparés de leurs pa (*enfants sépares =enfants ne vivant avec aucun de 		orphelin= tous les deux parents décédés]		
 1.9. Depuis deux semaines, est-ce que l'effe a. Substantiellement augmenté b. Substantiellement diminué c. Resté plus ou moins constant (quelques 				
1.10. a. Quelles sont les ethnies de cette population présente dans ce village / site ?				
b. Est-ce que la population des villages alentours ce site / village est du même ethnie ? 🔲 1 = oui, 2 = non, 3 = parfois				
1.11. Si vous êtes hors votre village d'origine, qu'est-ce qui empêche votre retour dans ces villages d'origine ?				
 □ a. Habitations endommagées/détruites □ b. Maison occupée □ c. Peur de l'insécurité □ d. Faible / pas d'accès aux nourriture et □ e. Faible / pas d'accès aux soins sanitaire, □ f. Autre 	éducation 			
II. Consommation alimentaire (pas de réponse : mettez 99)				
2.1. Les gens, combien de fois mangent-ils e	n moyenne par jours ?	☐ 3 fois / ou plus		

Numéro de questionnaire : _____/ Page 1 sur 5

${\bf R\'{e}publique\ Centre\ africaine\ -\ ESASU\ Rapide\ -\ Questionnaire\ } \ {\bf Informateurs\ Cl\'{e}}$

2.2. Remplissez le tableau.

	Les gens, qu'est-ce qu'il ont mangé hier ?	La quantité journalière consommée, a-t-elle change par rapport la situation a d'avant les
	Pour chaque nourriture indiquer un résultat basé sur la proportion approximative des	événements?
	consommateurs.	Pour chaque source de nourriture, indiquer un résultat basé sur le changement intervenu après les événemen
	1= aucune personne pratiquement	base sur le changement intervent après les evenemen
	2= moins de la moitie des personnes	1= moins qu'avant
	3= a peu près la moitie.	2= a peu près la même chose qu'avant
	4= plus de la moitie 5= tout le monde pratiquement	3= plus qu'avant
	3= tout le monde pratiquement	99= non applicable (jamais consommer)
Céréales		
Manioc / igname		
Feuilles de manioc		
Huiles/graisses		
Viandes, poisson, oeufs		
Laits, Fromage		
Légumes, fruits		
Légumineuses		
Racines sauvages		
Autres aliments sauvages		
Sucre		
Autres		

2.3.	a. Depuis l'avènement de la crise, y a-t-il des groupes spécifiques qui ont des difficultés à trouver des vivres dans le site? ☐ 1 = oui, 2 = non.
	 b. Si oui, préciser (par exemple: des ménages sans animaux, sans stocks, des vieillards, des femmes, des ménages dans une zone géographique, des moyens de subsistance particulières ayant été détruits, etc.) qui est plus vulnérable: 1

2.4. Remplissez le tableau.

Sources de nourriture	a. Comment les gens s'approvisionnent - ils en nourriture actuellement? Pour l'ensemble des aliments, indiquer un résultat base sur la proportion des personnes engagées dans ce processus d'approvisionnement. 1= aucune personne pratiquement 2= moins de la moitie des personne 3= presque la moitie 4= plus de la moitie 5= tout le monde pratiquement	b. Comment est ce que l'approvisionnement a changé par rapport a la situation d'avant les événements? Pour l'ensemble des aliments, indiquer un résultat base sur la proportion des personnes engagées dans ce processus d'approvisionnement. 1= moins qu'avant 2= presque identique a celui d'ava 3= plus que avant 99=inapplicable (jamais utiliser ava	c. Quelles sont les principales raisons de ces changements? Indiquer la principale raison du changement comparée a celui d'availes événements: 1= fermeture des marches 2= hausse des prix 3= baisse des aliments sur marche 4= pas d'accès au marché à cause de l'insécurité 5= pertes/vols des stocks individuels 6= destruction des mécanismes de solidarité 7= interruption de l'assistance alimentaire 8. pas d'accès au manioc stocké dan terre 9. autres
a. Achat			J. duites
b. Travail contre nourriture			
c. Stocks personnels (magasins ou en terre)			
d. Echange de nourriture			
contre d'autres biens			
e. Chasse/pêche			
f. Collecte			
g. Empreinte de la nourriture			
h. Utiliser l'aide alimentaire			
i. Autre			

III. Activités rémunératrices

(pas de réponse : mettez 99)

3.1. Remplissez le tableau.

Numéro de questionnaire :	/ Page 2 sur 5

J	République Centre afi	ricaine - E	ESASU Rapide – Ç	zuesu	onnaire	e Informateurs Cle
Ac	tivités qui permettent d'avoir à manger			nt les résultat nes es	Pour chaq base sur la impliquées 1= aucune 2= moins d 3= a peu 4= plus de	uellement? ue activité, indiquer un résultat a proportion des personnes s. e personne pratiquement de la moitie des personnes près la moitie le la moitie des personnes monde pratiquement.
a. Productio	n agricole					
b. Production c. Cueillette sauvages d. Artisanat	des fruits / racines / feuilles					
e. Petit com						
	des parents/ voisins					
g. Crédits au usuriers	u niveau des commerçants /					
h. Envois d'a	argent par les immigrants ournaliers					
j. Salaires						
k. Autres						
3.2. Rem	nplissez le tableau.			bas 1= 2= 3= 4=	se sur la propaucune pers moins de la a peu près plus de la m	ctivité, indiquer un résultat portion des personnes impliquées. sonne pratiquement moitie des personnes la moitie oitie des personnes le pratiquement.
Manioc				J=	tout le mond	e pratiquement.
	de personnes récoltent norm	alement le n	nanioc peu à peu ?			
b. Combien	de personnes ont pu planter	du manioc e	en 2006 ?			
	de personnes ont pu récolter					
	de personnes ont encore du					
Céréales	de personnes peuvent accéd	der a de stod	K dans la terre?			
	de personnes ont planté des	céréales en	2006 ?			
	de personnes ont planté une	superficie p	lus / aussi grande que			
normale ?	do norconnos ent nu récolto	r doo oóráala	2006 2			
	de personnes ont pu récolter imener une partie de ces sto					
	de personnes vont cultiver de					
Animaux						
k. Qui a des	animaux avec lui / elle?					
4.1. Est-	onse : mettez 99) ce que les gens de ce site] 1 = oui, 2 = non, 3 = parfois.
	on, pourquoi pas ?					
						utique ? \square 1 = oui, 2 = non
4.4. Si o	ui, pourquoi ?					
4.5. Ren	nplissez le tableau.					
	Ces aliments sont actue disponibles sur le march boutiques?		Quel est actuelleme mesure local ?	nt le prix	par unité	Quel était le prix par unité mesure local il y a un an, pendant la même période?
	1= oui		<i>Notez prix et unité</i> Prix en CFA	Unité	<u> </u>	Notez prix et unité Prix en CFA Unité
Mil	2= non		TINGITOLA	Office	,	FIX GILOFA UTILE
Manioc						
Maïs						
Riz Sucre						
Judie	i .					İ

${\bf R\'epublique\ Centre\ africaine\ -\ ESASU\ Rapide\ -\ Questionnaire\ Informateurs\ Cl\'e}$

	bris, eau, santé et assistance extérieure e réponse : mettez 99)
5.1.	a. Existe-il des ménages sans abris sur ce site? b. Si oui, quel est le % des personnes sans abris ?
5.2.	a. Y a t-il des personnes occupant des habitations temporaires sur ce site? b. Si oui, quel est le % des personnes occupant ces habitations?
5.3.	a. Y a t-il des personnes qui restent chez une famille hôte sur ce site? b. Si oui, quel est le % des personnes restent chez une famille hôte?
5.4.	Pour les sans abris, qu'est-ce que vous allez faire pour vous protéger contre les aléas climatiques au moment du démarrage des saisons de pluies ?
5.5.	Quelle est <u>la principale source</u> d'eau potable du ménage? [Cochez svp] avant les événements actuellement Robinet Forage (y compris pompes) Puits protégé / fontaine Marigot, rivière, ruisseau, pluies Citerne Autres (spécifier)
5.6.	A quel endroit se trouve le point d'eau potable ? [Cochez svp] avant les événements actuellement dans la maison/cour/concession à moins de 15 minutes à pied entre 15-30 minutes à pied entre 30-60 minutes à pied à plus de 1 heure à pied
5.7.	S'il y a eu un changement dans le type de la source de l'eau, ou le délais de transport, quel était sa cause ?
5.8.	Comment vous faites pour éviter / minimiser les problèmes d'insécurité liés à l'approvisionnement en eau?
5.9.	Est-ce que la populations de ce site / village a l'accès aux services de santé ? avant les événements
5.10.	A quel endroit se trouvent les services de santé? [Cochez svp] avant les événements à moins de 15 minutes à pied entre 15-30 minutes à pied entre 30-60 minutes à pied à plus de 1 heure à pied
5.11.	S'il y a eu un changement dans l'accès aux services de santé, quel était sa cause ?
5.12.	Est-ce que des institutions extérieures vous ont donné une assistance ces deux deniers mois ? 1 = oui, 2 = non
5.13.	Si oui, quelles institutions : quel type d'assistance :

${\bf R\'epublique\ Centre\ africaine\ -\ ESASU\ Rapide\ -\ Questionnaire\ Informateurs\ Cl\'e}$

VI. Conclusions provisoires des évaluateurs

6.1.	Dans l'immédiat, est-ce qu'il existe des besoins prioritaires pour sauver des vies ?	☐ 1 = oui, 2 = non
6.2.	Si oui, lesquelles ?	
6.3.	Dans l'immédiat, est-ce qu'il existe des besoins prioritaires pour sauver les systèmes de v	
6.4.	Si oui, lesquelles ?	☐ 1 = oui, 2 = non
6.5.	Dans le moyen terme (3-6 mois), est-ce qu'il existe des besoins prioritaires pour sauver d	es vies ?
6.6.	Si oui, lesquelles ?	
6.7.	Dans le moyen terme (3-6 mois), est-ce qu'il existe des besoins prioritaires pour sauver le vies ?	es systèmes de
6.8.	Si oui, lesquelles ?	

${\bf R\'epublique\ Centre\ africaine\ -\ ESASU\ Rapide\ -\ Questionnaire\ M\'enage}$

a : Village attaqué		Nom du site/village :		Equipe :
b : Village pas attaque c : Village d'accueil de	es PDI	Commune :		Nom de l'enquêteur:
d : Brousse: personne	es déplacées	Sous-préfecture :		
Localisation du site \ a :		Préfecture :		
Coordonnées GPS :				Date de l'enquête:
\ a : Par rapport au goudro	on, à la piste principal	le, au chef-lieu, etc.		
I. Consommation alir (pas de réponse : mettez 99)	mentaire			
1.1. Combien de repas les a	adultes et les enfa	ants de ce ménage ont pris h	nier? Adultes :	☐ Enfants : ☐
1.2. L'année passée, penda	ınt la même pério	ode, combien de repas les ac	lultes et les enf Adultes :	ants de ce ménage ont pris? □ Enfants : □
1.3. S'il y a eu un changeme	ent dans la fréque	ence, est-ce que vous pourri	ez expliquer les	s raisons ?
1.4. a. Qu'est-ce que vous a b. Quelles étaient les	sources d'approv	visionnement ?		
	Qu'est-ce que 1= oui 2= non	vous avez mangé hier ?	d'approvision 1= auto-product 2= achat 3= emprunté 4= troct 5= reçu en dort 6=cueillette	etion
a. Céréales			99= non applic	able (jamais consommer)
b. Manioc / igname c. Feuilles de manioc				
d. Huiles/graisses				
e. Viandes, poisson, oeufs				
f. Laits, Fromage g. Légumes, fruits				
h. Légumineuses				
i. Racines sauvages				
j. Autres aliments sauvages				
k. Sucre I. Autres				
	dant la même pé	riode, quels produits aliment	aires vous mar	ngiez normalement par jour ?
b. S'il y a eu un chanç	gement dans le ty	ype de produits, est-ce que v	ous pourriez ex	xpliquer les raisons ?
1.6. a. L'année passée, pen	dant la même pé	riode, quelles étaient les sou	urces d'approvi	sionnement les plus importantes ?
b. S'il y a eu un chanç	gement dans ces	sources, est-ce que vous po	ourriez explique	er les raisons ?
				

II. Activités	ntre africaine - ESASU Rapide –	<u> </u>
(pas de réponse : mettez 99)		
3.1. Remplissez le tableau. Suggestion: demandez pour les TRC non (code 5).	DIS principales activités, ensuite vérifier s	si le ménage fait aussi les autres activités (code 4)
Activités	a. Quelles étaient vos principales activités avant les événements ? 1= activité principale 2= activité secondaire 3= activité tertiaire 4= autres activités 5= pas pratiquées par le ménage 99= pas de réponse	b. Quelles sont vos principales activités actuellement ? 1= activité principale 2= activité secondaire 3= activité tertiaire 4= autres activités 5= pas pratiquées par le ménage 99= pas de réponse
a. Production céréales b. Production animale		
c. Cueillette des fruits / racines / feuilles sauvages		
d. Artisanat e. Petit commerce		
. Pêche / chasse		
J. Production maraîchère n. Production légumineuses		
. Production du coton . Travail journalier		
x. Salaires		
a. Autres		
2. A gual mamant nanaga was	us de rependre ves estivités habituelles	2
5.5. A quel moment pensez – vot	us de rependre vos activités habituelles	
III. Production agricole /	bétail	
(pas de réponse : mettez 99)		
par votre ménage (en terme		s importantes céréale / tubercule / racine cultivés signame ; 7=banane
ménage (en termes de sup		s importantes légumineuses cultivées par votre
importantes pour votre mér	nage, en termes de superficies?	tures de rente (donc utilisé pour la vente) les plu orgho ; 6= riz ; 7=manioc/igname ; 8=arachide

	I	Républi	ique C	Centre	africai	ne - E	SAS	U Ra	pide – (Questi	ionnai	ire Mé	enage
	a. Produi b ; Produ												
6.	a. Est-ce qu	ue vous	avez ei	ncore o	oinam ut	c / igna	ame d	ans la	terre qu	i peut êt	re récolt	é ? □ 1	= oui, 2 = non
	b. Si oui,	cela suff	fira pou	ır comt	oien de n	nois po	ur vot	re mé	nage ? _			mois	
	c. Est-ce	que vou	s pouv	ez acce	éder à ce	es stoc	ks ent	errés	? 🔲 1 =	oui, 2 =	non		
	d. Si non,		•						_	ŕ			
	u. 3111011,		JI :										
7.	a. Est-ce qu	ue vous	avez ei	ncore c	des stock	s famil	liaux a	vec v	ous?				
	Céréales				1 = oui, 2								
	Légumine Cultures d				1 = oui, 2 1 = oui, 2								
	Outures	de rente.	,		1 = 0ai, 2	. = 11011	'						
	b. Si oui,	cela suff	fira pou	ır comt	oien de n	nois po	ur vot	re mé	nage ?				
	Céréales						_ moi: _ moi:						
	Légumine						_						
	c. Est-ce	que vou	s pouve	ez vend	dre vos s	stocks	de cul	tures	de rente	? 🗌 1 =	oui, 2 =	non	
	d. Si non,	pourque	oi ?										
).	Pour la proc circonstar	nces?											
	1) comme	e d'habit	ude ; 2,) 75% (de la nor	male ;	3) 50	% de l	a normal	e ; 4) 25	% de la	normale	; 5) rien ?
	Produit p	principal		Cér □	éales	T T	uberc	ules	Lég	umineus	ses	Cı	ultures de rente
^				maind	ro auo n	ormala	_ nour	guai 3		_			_
U.	Si vous con	nptez a j	Jianter	moina	re que no	ormale	, pour	quoi :					
	Insécurité		2000			1 = oui 1 = oui							
	Manque o Manque o	de seme de boutu	res			1 = 0ui 1 = 0ui							
	Manque o	de force	de trav	ail		1 = oui							
	Manque o	de rarge de terre	nτ			1 = oui 1 = oui							
	Autre					1 = oui							
1.	Remplissez	z le table	au.										
-	Туре	Nom	bre de	têtes		Nom	bre de	têtes	<u> </u>	Princ	cipale ra	aison de	la vente
	. , , , ,		onibles			vend	ues a	ı cour	s des	Dépe	nses alir	mentaires	
						trois l'enq	mois uête	précé	dents			santé=2 cérémon	ies=3
						'				Frais	de scola	rité=4	
											es=5 (sp applicabl		
Ī	Bovins						.						
	Caprins			i		i_	.	 		i			
	Ovins	li	<u> </u>	i		l i	i			l i			
			- '			l I—		l —— I			.		
	Volailles		- - _			 		<u></u>			. <u> </u>		

République Centre africaine - ESASU Rapide - Questionnaire Ménage

4.1.	Est-ce qu'il y a des enfant	s dans le ménages qu	ıi sont malnutris / malad	les ? \square 1 = oui, 2 = non	
4.2.	Si oui, quelles sont les ca	uses selon vous ?			
4.3.	Combien d'enfants sont n		0		
	Mâle	0 –6 mois	7 mois -5 ans	6 -14 ans	
	liviale	_			
	Fémir	nin i			
	Fémir	nin	<u> </u>		

Suggestion : demandez à la mère si on peut rencontrer les enfants malnutris / malades, notez les observations sur cette feuille.

Numéro de questionnaire : _____/ Page 4 sur 4

Annexe 5 : Bibliographie

ACF, Enquête nutritionnelle anthropométrique, Ville de Bangui, janvier 2006.

AMI, Evaluation rapide de la situation sanitaire dans la Préfecture de Nana Grébizi, République Centrafricaine, janvier 2007.

COOPI, Accord de coopération entre UNICEF, PAM, OMS, PNUD et COOPI, Août 2006.

IDMC, Internal displacement in Cental African Republic : a protection crisis, January 2007.

IPHD, Rapport de mission Paoua – Bossangoa, Juillet 2006.

IRD Assessment trip to Paoua, North Western Central Africa, June 2006.

OCHA, Inter-agency mission to Birao, January 2007.

OCHA, Central African Republic Fact Sheet, February 2007.

République Centrafricaine, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération internationale, Direction Générale de la statistique, des études économiques et sociales, « La RCA en chiffres » et « Synthèse », Décembre 2003.

Solidarités, Mission d'évaluation, Axes Batangafo, Kabo, Ouandago, Kaga Bandoro, janvier 2007.

UNDP, UN Development report 2006.

UNICEF, 'Enquête nutritionnelle post conflits en République centre africaine', Rapport préliminaire, Octobre 2005.

United Nations, « Le programme d'aide coordonné pour République Centrafricaine », 2007.

World Food Programme, Manuel des évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence du PAM, 2005.

World Food Programme, Mission de revue à mi-parcours de l'IPSR 'Appui aux populations en situation de post-conflits', 2006.

World Food Programme, Project Document 'Appui aux populations en situation de post-conflits', 2005.

World Food Programme, Rapport de mission dans le nord est, janvier 2007.

Annexe 6: Triangulation des informations sur le nombre des déplacées

	Préfecture d'OUHAM		
Source 1 2 3	Sous-préfecture de Markounda Coopi Recensement MSF Planning figure IPHD	personnes 15,471 10000-15000 17,100	villages 68 57
	Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	15,000 -	68 -
1	Sous-préfecture de Boguila ESA rapide ESA rapide: 25% de la reste de la pop. rurale de la SP, pers < 60 & enfants < 5 ans	personnes 2,000 938	villages 4
	Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	2,000 1,000	- -
1	Sous-préfecture de Nana Bakassa ESA rapide	personnes -	villages -
	Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés		
1 2	Sous-préfecture de Bossangoa ESA rapide, ville de Bossangoa IPHD	personnes 500 7,650	villages 26
	Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	8,000 1,000	26
1	Sous-préfecture de Bouca ESA rapide	personnes	villages
	Axe Bouca - Bongoyo / Bozakon Axe Bouca - Bossangoa: 25% de la pop. rurale de 7 villages, pers < 60 & enfants < 5 ans	6,000 875	12 7
	Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	6,000 1,000	12
1	Sous-préfecture de Batangafo ESA rapide	personnes	villages
	Axe Batangafo - Gbaizéra Axe Batangafo - Ouogo - Kamba Kota Axe Batangafo - Bouca Axe Ouadago - Kaga Bandoro	2,500 20,000 2,500	5 11 5 10
2	IPHD Axe Kamba Kota - Kouki Axe Batangafo - Ouandago Axe Batangafo - Bossangoa	4,500 7,000 6,000	9 14 12
3	Solidarités: Ouandago - Kaga Bandoro	13,000	20
	Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	45,000 2,000	65
1	Sous-préfecture de Kabo ESA rapide	personnes	villages
	Axe Kabo - Ouandago Axe Kabo - Baizera Ulle de Kabo	12,300 6,200 600	10 8
2	Solidarités Axe Kabo - Gbaizéra Axe Kabo - Ouandago	5,000 5,000	12 10
	Conclusion villages brülés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	19,000	18
1	Sous-préfecture de Moyenne Sido ESA rapide	personnes	villages
	Axe Kabo - Moyenne Sido: 25% de la pop. rurale de 10 villages, pers < 60 & enfants < 5 ans Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue	1,250	10
	villages partiellement vides et pillés Grand total pour la préfecture de Ouham	1,000	
	villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	95,000 6,000	193 -
	Comparaison CAP (septembre '06)	20,000	

	Sous préfecture de Paoua		
1	Coopi recensement axe Barya Bemal	12,954	
	axe Barya Bernal axe Paoua Bernal	12,954	
	axe Paqua Benamkor	6,407	
	total	29,649	
	Ajoutez personnes non pas récencés	5,000	
2	ESA rapide		
	axe Bouzoum - Paoua		
	axe Paoua - Ndim	, ,,,,,	
	Total	6,000	
	villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	41,000	•
	villages partiellement vides et pilles		
1	Sous-préfecture de Bozoum ESA rapide	personnes	villages
•	Ville de Bozoum	3,700	
	ESA rapide: 25% de la reste de la pop. rurale de la SP, pers < 60 & enfants < 5 ans	2,500	
	Conclusion		
	villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue	4,000	
	villages partiellement vides et pillés	2,000	
	Sous-préfectures de Bocaranga, de Koui, de Ngaoundai	personnes	villages
1	ESA rapide	40.405	
	ESA rapide: 25% de la population des SP, pers < 60 & enfants < 5 ans	13,625	
	Conclusion villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue		
	villages partiellement vides et pillés	13,000	
	Sous-préfecture de Bossentele	personnes	villages
1	ESA rapide	-	
	Conclusion		
	villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue		
	villages partiellement vides et pillés		
	Grand total pour la préfecture de Ouham Pendé		
	villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue	45,000	
	villages partiellement vides et pillés	15,000	

	Préfecture de Nana Gribizi		
1	Sous préfecture de Kaga Bandoro ESA rapide		
•	commune de Nana outa	12.800	55
	commune de Grevai P	8,800	28
	commune de Botto	8,000	29
	ville de Kaga Bandoro	4,000	3
	villages brülés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	34,000	115
1	Sous préfecture de Mbrès ESA rapide villages de Mbita / Salif dans la commune de N'denga	1,500	2
	villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue villages partiellement vides et pillés	1,000	2
	Grand total pour la préfecture de Nana Gribizi		
	villages brûlés / vide: insécurité alimentaire répandue	35,000	117
	villages partiellement vides et pillés	2,000	
	Comparaison CAP (septembre '06)	20,000	
	Comparaison AMI (janvier '07)	34,000	

Annexe 7: COMPOSANTE SECOURS

Annexe 7: COMPOSANT	E SECOURS										
I. DISTRIBUTIONS GEN	IERALES POUR LES PDI										
<u> </u>	Ration journalière	Rénéficiaires									
	(grammes)	Beneficiaires									
(2,100 kcal)		Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Farine de maïs	400	50,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	50,000	50,000	50,000
Léguminieuses	60	50,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	50,000	50,000	50,000
CSB	50	50,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	50,000	50,000	50,000
Huile végétal fortifié	25	50,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	50,000	50,000	50,000
Sucre Sel iodé	15 5	50,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	50,000	50,000	50,000
Sel lode	5	50,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	190,000	50,000	50,000	50,000
	Jours	Vivres									
	(nombre)	(tonnage)									
(2,100 kcal)		Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Farine de maïs	30	600	2,280	2,280	2,280	2,280	2,280	2,280	600	600	600
Léguminieuses	30 30	90 75	342	342	342	342	342	342	90 75	90 75	90
CSB Huile végétal fortifié	30	38	285 143	285 143	285 143	285 143	285 143	285 143	38	75 38	75 38
Sucre	30	23	86	86	86	86	86	86	23	23	23
Sel iodé	30	8	29	29	29	29	29	29	8	8	8
GRAND TOTAL		833	3,164	3,164	3,164	3,164	3,164	3,164	833	833	833
II. DISTRIBUTIONS CIE	BLEES POUR LES PERSO	ONNES VULNERABL	ES								
	Ration journalière	Bénéficiaires									
	(grammes)	aeriericiaii es									
(2,100 kcal)		Mars \ a	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Farine de maïs	400	11,500	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	25,000	25,000	25,000
Léguminieuses	60	11,500	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	25,000	25,000	25,000
CSB	50	11,500	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	25,000	25,000	25,000
Huile végétal fortifié	25	11,500	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	25,000	25,000	25,000
Sucre	15	11,500	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	25,000	25,000	25,000
Sel iodé \ a: Dans l'IPSR, un total	5 de 11 500 hánáficiaires n	11,500	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	40,000	25,000	25,000	25,000
Va. Dalis FIFSK, uli total	Jours	Vivres									
	(nombre)	(tonnage)									
(2,100 kcal)		Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Farine de maïs	30	138	480	480	480	480	480	480	300	300	300
Léguminieuses	30	21	72	72	72	72	72	72	45	45	45
CSB	30	17	60	60	60	60	60	60	38	38	38
Huile végétal fortifié	30 30	9 5	30 18	30 18	30 18	30 18	30 18	30 18	19 11	19 11	19 11
Sucre Sel iodé	30	2	6	6	6	6	6	6	4	4	4
GRAND TOTAL		191	666	666	666	666	666	666	416	416	416
III. DISTRIBUTIONS CI	IBLEES POUR LES PERS	ONNES VIH / SIDA									
	Ration journalière (grammes)	Bénéficiaires									
(0.400 lI)			A ! !	NA-1	la des	la dilla A		Contour	0-4-1	Navarahaa	Diambas
(2,100 kcal) Farine de maïs	400	Mars 34,000	Avril 34,000	Mai 34,000	Juin 34,000	Juillet 34,000	Aout 34,000	Septembre 34,000	Octobre 34,000	Novembre 34,000	Décembre 34,000
Léguminieuses	60	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000
CSB	50	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000
Huile végétal fortifié	25	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000
Sucre	15 5	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000
Sel iodé	5	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000	34,000
	Jours (nombre)	Vivres (tonnage)									
	(oniore)		_								
(2,100 kcal)	20	Mars	Avril	Mai	Juin 400	Juillet	Aout	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Farine de maïs Léguminieuses	30 30	408 61	408 61	408 61	408 61	408 61	408 61	408 61	408 61	408 61	408 61
CSB	30	51	51	51	51	51	51	51	51	51	51
Huile végétal fortifié	30	26	26	26	26	26	26	26	26	26	26
Sucre	30	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Sel iodé GRAND TOTAL	30	5 566	5 566	5 566	5 566	5 566	5 566	5 566	5 566	5 566	5 566
			330	550	500	500	500	300	300	500	300
IV. COMPOSANTE SECO	OURS: TONNAGES ET BE	ENEFICIAIRES									
1		Mars 95,500	Avril 264,000	Mai 264,000	Juin 264,000	Juillet 264,000	Aout 264,000	Septembre 264,000	Octobre 109,000	Novembre 109,000	Décembre 109,000
Total des bénéficiaires						•	*	•	•	*	*
Tonnages		1.146	3.168	3.168	3.168	3.168	3.168	3.168	1.308	1.308	1.308
Tonnages Farine de maïs		1,146 172	3,168 475	3,168 475	3,168 475	3,168 475	3,168 475	3,168 475	1,308 196	1,308 196	1,308 196
Tonnages Farine de maïs Léguminieuses CSB		172 143	475 396	475 396	475 396	475 396	475 396	475 396	196 164	196 164	196 164
Tonnages Farine de maïs Léguminieuses CSB Huile végétal fortifié		172 143 72	475 396 198	475 396 198	475 396 198	475 396 198	475 396 198	475 396 198	196 164 82	196 164 82	196 164 82
Tonnages Farine de maïs Léguminieuses CSB Huile végétal fortifié Sucre		172 143 72 43	475 396 198 119	475 396 198 119	475 396 198 119	475 396 198 119	475 396 198 119	475 396 198 119	196 164 82 49	196 164 82 49	196 164 82 49
Tonnages Farine de maïs Léguminieuses CSB Huile végétal fortifié		172 143 72	475 396 198	475 396 198	475 396 198	475 396 198	475 396 198	475 396 198	196 164 82	196 164 82	196 164 82